



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2025

Au 31 juillet

SOMMAIRE

1	COMMENTAIRES SUR LES RÉSULTATS ET LA SITUATION FINANCIÈRE	1
1.1	Faits marquants	2
1.2	Événements postérieurs à la clôture	3
1.3	Compte de résultat	4
1.4	Actionnariat	8
1.5	Informations sur les parties liées	9
1.6	Facteurs de risques	9
1.7	Perspectives	20
2	COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS AU 31 JUILLET 2025	21
2.1	États consolidés semestriels résumés de la situation financière	22
2.2	Notes sur les comptes semestriels consolidés résumés	29
2.3	Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle	54
3	ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	55



1

COMMENTAIRES SUR LES RÉSULTATS ET LA SITUATION FINANCIÈRE

1.1	FAITS MARQUANTS	2	1.4	ACTIONNARIAT	8
1.2	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	3	1.5	INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES	9
1.3	COMPTE DE RÉSULTAT	4	1.6	FACTEURS DE RISQUES	9
1.3.1	Décomposition historique du compte de résultats	4	1.6.1	Cadre de maîtrise des risques	10
1.3.2	Chiffre d'affaires consolidé et EBITDA par Solution	4	1.6.2	Description des facteurs de risque	13
1.3.3	Résultat opérationnel courant	4	1.7	PERSPECTIVES	20
1.3.4	Résultat opérationnel	6	1.7.1	GUIDANCES 2025	20
1.3.5	Résultat net part du Groupe	6	1.7.2	Trajectoire moyen terme	20
1.3.6	Génération de trésorerie	7	1.7.3	RSE	20
1.3.7	Levier financier et position de liquidité	7			

Au premier semestre 2025, **le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 517,0 millions d'euros**, en baisse de 3,2 % en données publiées par rapport au premier semestre 2024, et en baisse organique de 3,0 % ⁽¹⁾. La croissance publiée intègre un effet de périmètre positif de 8,8 millions d'euros qui correspond aux acquisitions de Package Concierge en décembre 2024 et, plus récemment, de Serensia en juin 2025, compensé par un effet de change négatif de 9,7 millions d'euros au cours de la période.

La part des **revenus liés à la souscription** du chiffre d'affaires Groupe reste élevée et s'établit à **74,3 %**.

Au premier semestre 2025, **le résultat opérationnel courant atteint 59,7 millions d'euros**, en hausse organique ⁽²⁾ de 0,1 % par rapport au premier semestre 2024. La **marge opérationnelle courante s'élève à 11,5 %**.

Le résultat net part du Groupe s'établit à 21,2 millions d'euros en baisse de 13,4 %.

1.1 Faits marquants

Quadient distingué dans le premier Gartner® Magic Quadrant™ 2025 dédié aux applications de gestion des comptes fournisseurs

Le 4 avril 2025, Quadient a annoncé avoir été distinguée dans le tout premier Gartner® Magic Quadrant™ 2025 dédié aux applications de gestion des comptes fournisseurs. Un Gartner Magic Quadrant est le résultat d'une analyse approfondie d'un marché spécifique, offrant une vue d'ensemble des positions relatives des différents acteurs du secteur ⁽³⁾.

Quadient obtient la validation de ses objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre par SBTi

Le 7 avril 2025, Quadient a annoncé que le *Science-Based Targets Initiative* (SBTi) a validé ses objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). Le SBTi est une initiative mondiale qui aide les entreprises à définir des objectifs climatiques basés sur la science afin de réduire leurs émissions, en alignement avec l'Accord de Paris. Cette validation confirme le respect des critères scientifiques pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C des engagements de Quadient.

Quadient reconnue dans un rapport d'analyste sur les meilleurs cas d'usage de l'IA appliqués à l'automatisation financière

Le 16 avril 2025, Quadient a annoncé avoir été reconnue dans un récent rapport de Forrester portant sur l'impact de l'intelligence artificielle (IA) dans l'automatisation des comptes clients. Le rapport intitulé « *Top AI Use Cases for Accounts Receivable Automation in 2025* » ⁽⁴⁾ présente plusieurs cas d'usage de la solution Quadient AR pour l'imputation et les notifications de paiement. Quadient considère cette reconnaissance comme une preuve concrète de l'impact de son offre d'automatisation des processus financiers basée sur l'IA et le machine learning, pour améliorer l'efficacité, la précision et la prise de décision des entreprises.

Quadient nommée leader dans le rapport SPARK Matrix™ 2025 pour la gestion des communications clients

Le 24 avril 2025, Quadient a été reconnue pour la cinquième année consécutive comme *leader* dans le rapport d'analyse SPARK Matrix™ : gestion des communications clients (CCM), Q2 2025, publié par le cabinet de conseil et d'analyse global QKS Group. Le rapport propose une analyse détaillée et une évaluation stratégique des fournisseurs, classant les acteurs en fonction de leur excellence technologique et de leur impact client.

Quadient : + 11 % de ventes logicielles aux clients Mail en 2024, reflet d'une demande accrue en communications plus intelligentes et multicanales

Le 30 avril 2025, Quadient a souligné l'adoption croissante des solutions numériques par les entreprises, en réponse à l'évolution des attentes des consommateurs en matière de communications modernes et multicanales. Cette transformation génère une croissance tangible : au cours de l'exercice 2024, Quadient a enregistré une augmentation record de 11 % des ventes de ses solutions Digital auprès de sa base de clients Mail.

Partenariat au Royaume-Uni : Stasher adopte les lockers Quadient pour développer son service de consigne à bagages

Le 7 mai 2025, Quadient a annoncé un partenariat stratégique avec Stasher, première plateforme mondiale de consigne à bagages. Cette collaboration marque une étape importante dans le développement du réseau de Stasher au Royaume-Uni et permettra aux voyageurs dans les principales villes britanniques, notamment Londres, Birmingham, York, Édimbourg, Newcastle, Cardiff et Manchester, d'accéder à des solutions de consigne à bagages pratiques, sécurisées et facilement accessibles via plus de 1 640 consignes intelligentes Parcel Pending by Quadient.

Quadient et Nuvei signent un nouveau partenariat pour renforcer les capacités de paiement dans le cloud à l'échelle mondiale

Le 13 mai 2025, Quadient et Nuvei ont annoncé avoir conclu un partenariat technologique stratégique visant à renforcer les capacités de paiement *cloud* des entreprises à l'échelle mondiale. Grâce à ce partenariat, la technologie avancée de traitement des paiements de Nuvei est intégrée aux solutions *cloud* d'automatisation de la gestion des comptes clients (AR) et fournisseurs (AP) de Quadient, offrant aux entreprises de toutes tailles en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe une plateforme unifiée pour gérer les paiements B2B de façon plus efficace, sécurisée et à grande échelle.

Quadient conserve sa place de leader dans le SPARK Matrix pour la gestion des comptes clients grâce à l'automatisation par l'IA et aux paiements en temps réel

Le 15 mai 2025, Quadient a annoncé figurer comme *leader* dans le classement SPARK Matrix™ 2025 des solutions de gestion des comptes clients. C'est la quatrième année consécutive que le cabinet de conseil et d'analyse technologique QKS Group distingue Quadient comme l'un des acteurs majeurs du secteur. Cette reconnaissance vient confirmer son engagement constant à accompagner les entreprises dans leur transformation numérique, à automatiser leurs processus financiers pour améliorer leur performance, et à renforcer la qualité des interactions avec leurs clients.

(1) Le chiffre d'affaires du premier semestre 2025 est comparé au chiffre d'affaires du premier semestre 2024.

(2) La variation organique est calculée à taux de change et périmètre constants.

(3) Gartner Research Methodologies, Gartner Magic Quadrant, 28 mars 2025.

(4) Les principaux cas d'usage de l'IA pour l'automatisation des comptes clients en 2025.

Quadient franchit le cap des 300 universités américaines équipées, au service d'une logistique moderne et solidaire sur les campus

Le 27 mai 2025, Quadient a annoncé que plus de 300 établissements d'enseignement supérieur aux États-Unis utilisent désormais les consignes intelligentes Parcel Pending by Quadient. Ces solutions facilitent le retrait et le dépôt de colis, la récupération d'articles de librairie, l'échange de matériel pédagogique et informatique, tout en contribuant à la lutte contre l'insécurité alimentaire étudiante.

Quadient mise sur l'IA pour réinventer l'expérience client et favoriser la croissance des entreprises

Le 28 mai 2025, Quadient a annoncé le déploiement de nouvelles fonctionnalités avancées d'intelligence artificielle (IA) destinées à concevoir et orchestrer des interactions client omnicanales et hautement personnalisées. Ces évolutions sont intégrées à la dernière version de Quadient Inspire, solution de référence dans la gestion des communications client (CCM), et témoignent de l'engagement constant de Quadient à transformer la manière dont les entreprises interagissent avec leurs clients.

Quadient accélère dans l'automatisation digitale des processus financiers de recouvrement, de paiement et d'achat en Europe avec l'acquisition de Serensia

Le 2 juin 2025, Quadient a annoncé l'acquisition de Serensia, entreprise française comptant parmi les principales plateformes de facturation électronique immatriculées PDP (Plateforme de Dématérialisation Partenaire) par le gouvernement français. Cette acquisition stratégique renforce la position de Quadient dans le domaine de la conformité numérique et sa capacité à accompagner à la fois ses 150,000 clients européens ainsi que les plus de 8 millions d'entreprises impactées en France par l'obligation de passage à la facturation électronique.

Quadient SA : Adoption de toutes les résolutions par l'assemblée générale mixte du 13 juin 2025

Le 16 juin 2025, Quadient a annoncé que l'Assemblée générale mixte s'est déroulée le 13 juin 2025 sous la présidence de Monsieur Didier Lamouche. L'ensemble des résolutions soumises au vote ont été adoptées par les actionnaires, avec un taux de participation de 75,08 % (quorum atteint pour les résolutions à caractère ordinaire et extraordinaire).

Quadient SA : Mise à disposition du descriptif du programme de rachat d'actions

Le 17 juin 2025, Quadient a annoncé mettre à disposition le descriptif du programme de rachat de ses propres actions lancé par le Conseil d'Administration du 13 juin 2025 suivant l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 13 juin 2025 (17^e résolution).

Quadient et JR East transforment les gares japonaises en hubs de colis en étendant l'usage de leurs consignes intelligentes

Le 3 juillet 2025, Quadient a annoncé l'activation du service d'expédition de colis via le réseau de consignes « Multi E Cube » de JR East, une étape clé dans sa collaboration avec JR East Smart Logistics Co., Ltd., filiale logistique de la compagnie ferroviaire East Japan Railway Company. Les usagers des trains JR East peuvent désormais envoyer des colis depuis les consignes situées en gare, sans étiquette imprimée ni assistance physique, pendant leurs trajets quotidiens.

Quadient conclut un accord fournisseur avec Vizient, renforçant son accès au marché de la santé aux États-Unis

Le 16 juillet 2025, Quadient a annoncé la signature d'un accord fournisseur avec Vizient, le plus grand organisme américain d'amélioration de la performance dans le secteur de la santé pilotée par les prestataires. La clientèle diversifiée de Vizient comprend certains des hôpitaux les plus prestigieux des États-Unis ainsi que des réseaux intégrés de soins. Cet accord ouvre largement l'accès de Quadient aux établissements de santé sur l'ensemble du parcours de soins, en proposant des tarifs contractuels sur une large gamme de solutions digitales, de gestion du courrier et de consignes automatiques.

Quadient poursuit le déploiement de consignes intelligentes au Royaume-Uni grâce à une alliance avec les stations-service Shell

Le 31 juillet 2025, Quadient a annoncé un nouveau partenariat avec Shell Service Stations, qui compte plus de 540 stations-service à travers le Royaume-Uni. Reconnue pour son engagement à « faciliter les trajets du quotidien », Shell propose une expérience de distribution premium, axée sur la simplicité d'accès, le choix et la qualité de service.

1.2 Événements postérieurs à la clôture

Facture électronique : Quadient franchit une étape décisive avec le succès des tests de l'administration fiscale par Serensia

Le 5 août 2025, Quadient a annoncé que Serensia, sa récente acquisition dans le domaine digital a validé avec succès les tests d'interopérabilité menés en conditions réelles, dans le cadre de la mise en œuvre progressive de la réforme de la facturation électronique en France.

Automatisation des comptes fournisseurs : Quadient reconnue comme leader par un cabinet d'analystes indépendant

Le 3 septembre 2025, Quadient a annoncé avoir été désignée *leader* Technologique dans le dernier rapport SPARK Matrix™ : Accounts Payable Automation 2025, une évaluation indépendante du cabinet de conseil et d'analyse technologique QKS Group. C'est la troisième année consécutive que Quadient est reconnue comme *leader* dans ce rapport, qui propose une analyse comparative et un classement des principales solutions d'automatisation des comptes fournisseurs.

Quadient reconnue « Most valuable pioneer » par QKS Group pour sa maturité en IA pour la gestion des communications clients

Le 18 septembre 2025, Quadient a annoncé avoir été désignée Pionnier de Référence (Most Valuable Pioneer, ou MVP) par QKS Group dans la première édition de sa matrice de maturité en intelligence artificielle (IA) pour la gestion des communications client (CCM), un programme inédit récompensant les entreprises innovantes qui définissent de nouveaux standards technologiques. Le rapport met en avant la solide performance de Quadient en matière de stratégie, d'innovation et de mise en œuvre dans le domaine de l'IA appliquée au CCM.

Quadient : sa plateforme agréée déjà assurée de traiter plus de 215 millions de factures électroniques par an dès septembre 2026

Le 25 septembre 2025, Quadient annonce que sa filiale Serensia a été sélectionnée par plusieurs grands groupes français en tant que Plateforme Agréée dans le cadre de la réforme de la facturation électronique. En intégrant ses partenariats en marque blanche, Quadient est déjà assurée de traiter plus de 215 millions de factures par an dès la mise en œuvre de la réforme, soit plus de 10 % du marché adressable.

1.3 Compte de résultat

1.3.1 Décomposition historique du compte de résultats

(En millions d'euros)	S1 2025 (31 juillet 2025)		S1 2024 (31 juillet 2024)	
Chiffre d'affaires	517,0	100,0 %	534,0	100,0 %
Coût des ventes	132,1	(25,6) %	(134,9)	(25,3) %
Marge brute	384,9	74,4 %	399,1	74,7 %
Frais de recherche et développement	29,3	(5,7) %	(31,4)	(5,9) %
Frais commerciaux et de marketing	138,8	(26,9) %	(142,6)	(26,7) %
Frais administratifs et généraux	91,2	(17,6) %	(96,6)	(18,1) %
Frais de service et d'assistance	58,7	(11,3) %	(57,9)	(10,8) %
Intéressement, paiement en actions	4,5	(0,9) %	(5,2)	(1,0) %
Charges liées aux acquisitions	2,7	(0,5) %	(4,2)	(0,8) %
Résultat opérationnel courant	59,7	11,5 %	61,2	11,5 %
Charge pour optimisation des structures et autres charges opérationnelles	(2,6)	(0,5) %	(16,2)	(3,0) %
Résultat opérationnel	57,1	11,0 %	45,0	8,4 %
Résultat financier	20,0	(3,9) %	(21,2)	(4,0) %
Résultat avant impôt	37,1	7,2 %	23,7	4,4 %
Impôts sur les bénéfices	(16,3)	(3,1) %	1,7	0,3 %
Quote-part de résultat des SME	0,4	0,1 %	0,3	0,1 %
Résultat net des activités poursuivies	21,2	4,1 %	25,7	4,8 %
Résultat net des activités abandonnées	-	0,0 %	(1,2)	(0,2) %
RÉSULTAT NET	21,2	4,1 %	24,5	4,6 %
Attribuable :				
• aux propriétaires de la société mère	20,6	4,0 %	24,0	4,5 %
• aux participations ne donnant pas le contrôle	0,6	0,1 %	0,5	0,1 %

1.3.2 Chiffre d'affaires consolidé et EBITDA par solution

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe a atteint 517,0 millions d'euros au premier semestre 2025, ce qui représente une baisse organique de 3,0 % par rapport au premier semestre 2024. En données publiées, le chiffre d'affaires a baissé de 3,2 %. La croissance publiée intègre un effet de périmètre positif de 8,8 millions d'euros qui correspond aux acquisitions de Package Concierge en décembre 2024 et, plus récemment, de Serensia en juin 2025, compensé par un effet de change négatif de 9,7 millions d'euros au cours de la période.

1.3.2.1 Chiffre d'affaires consolidé par Solution

(En millions d'euros)	S1 2025	S1 2024	Variation	Variation organique
Digital	136,8	129,5	5,6 %	7,2 %
Mail	324,7	361,9	(10,3) %	(8,6) %
Lockers	55,5	42,6	30,2 %	11,2 %
TOTAL GROUPE	517,0	534,0	(3,2) %	(3,0) %

1.3.2.2 EBITDA et marge d'EBITDA par Solution

(En millions d'euros)	S1 2025		S1 2024	
	EBITDA	Marge d'EBITDA	EBITDA	Marge d'EBITDA
Digital	20,5	15,0 %	20,5	15,7 %
Mail	86,2	26,6 %	93,5	25,8 %
Lockers	2,0	3,6 %	(2,9)	(6,7) %
TOTAL GROUPE	108,7	21,0 %	111,1	20,8 %

1.3.2.3 Digital

Le **chiffre d'affaires de l'activité Digital a atteint 136,8 millions d'euros** au premier semestre 2025. Par rapport au premier semestre 2024, il est en **croissance organique de 7,2 %** et **en hausse de 5,6 % en données publiées** (incluant la contribution de l'acquisition de Serensia) par rapport au premier semestre 2024.

Au cours du premier semestre, les revenus liés aux souscriptions ont connu une forte croissance organique, à + 10,6 %. Ils représentent désormais 84,5 % du chiffre d'affaires de l'activité Digital, progressant à nouveau par rapport à la proportion de 82,1 % qui était la leur au premier semestre 2024.

À la fin du premier semestre 2025, la **base de revenus récurrents annuels (ARR)**, qui représente un indicateur avancé des futurs revenus liés aux souscriptions, atteignait **240,6 millions d'euros** ⁽¹⁾, ce qui représente une croissance organique de 10,3 % en rythme annualisé.

L'**EBITDA** ⁽²⁾ **de l'activité Digital a atteint 20,5 millions d'euros** au premier semestre 2025. Il reste stable malgré l'impact de l'intégration de Serensia et une hausse des coûts commerciaux dû à une forte activité durant la période. **La marge d'EBITDA a atteint 15,0 %**, comparé à 15,7 % à la même période l'année précédente. Une hausse de la rentabilité est attendue pour l'exercice 2025 par rapport à une marge EBITDA de 17,5 % pour l'exercice 2024.

Dans le cadre de sa stratégie d'acquisition de nouveaux clients, l'activité Digital a maintenu une bonne dynamique commerciale au premier semestre 2025. L'activité a gagné 1 100 nouveaux clients, portée par une solide dynamique auprès des grands comptes et une augmentation de plus de 30 % en un an des ventes croisées avec les clients Mail vers la plateforme d'automatisation digitale de Quadient. Le deuxième trimestre a également été marqué par plusieurs gains majeurs auprès de grandes entreprises, pour des montants supérieurs à 1 million de dollars chacun.

En matière de développement de la clientèle existante, l'activité Digital a poursuivi sa dynamique d'upselling auprès des clients existants, en commercialisant notamment un ensemble complet de modules supplémentaires, dont les modules *Accounts Payable*, *Accounts Receivable*, *Hybrid Mail* et *Customer Communication Management (CCM)*, auprès d'un important fournisseur nord-américain de dossiers médicaux électroniques en mode *cloud*. Suite à l'acquisition de Serensia, Quadient démontre une forte traction commerciale, avec de grands comptes et des revendeurs en marque blanche choisissant la plateforme accréditée Serensia en amont de l'entrée en vigueur de l'obligation de passage à la facturation électronique. D'ici 2026, Quadient a d'ores et déjà sécurisé le traitement de plus de 200 millions de factures par an, soit plus de 10 % du marché adressable (selon les chiffres officiels de la Direction générale des finances publiques (DGFIP)). La réussite, auprès de l'administration fiscale française, des tests de conformité anticipés réalisés durant l'été, ouvrent de nouvelles opportunités pour attirer d'autres clients au sein de sa plateforme agréée.

1.3.2.4 Mail

Le **chiffre d'affaires de l'activité Mail a atteint 324,7 millions d'euros** au cours du premier semestre 2025, **en repli de 8,6 % en organique et de 10,3 % en données publiées**, par rapport au premier semestre 2024.

Les **ventes d'équipements** ont enregistré un **déclin organique de 17,5 % au premier semestre 2025**, l'Amérique du Nord représentant plus de 80 % de la baisse des placements d'équipements. Ce point bas s'explique principalement par une base de comparaison élevée au premier semestre 2024, qui avait bénéficié de l'effet de la décertification (qui a pris fin au quatrième trimestre 2024).

Dans ce contexte spécifique au secteur postal américain, tous les acteurs du marché ont connu une baisse similaire de leurs revenus liés aux placements d'équipement et au volume total de courrier au cours du premier semestre. Quadient a maintenu sa part de marché.

Quadient prévoit une amélioration des ventes d'équipement au cours des prochains trimestres, car l'effet d'écho de la reprise post-COVID créera davantage d'opportunités pour le renouvellement des équipements.

Les prévisions de Quadient pour 2030 sont confirmées. Le volume des transactions de l'activité Mail devrait diminuer d'environ 7 % en TCAC, tandis que le segment du marché de l'automatisation du Mail devrait connaître une baisse d'environ 5 % en TCAC. Le revenu attendu de Quadient dans le Mail reste d'environ 600 millions d'euros d'ici 2030, ce qui reflète la capacité du Groupe à atténuer les effets négatifs sur le volume grâce à des investissements continus dans l'innovation, la modernisation de ses offres et à la conquête de parts de marché.

Les **revenus liés aux souscriptions**, (71,6 % du chiffre d'affaires de l'activité Mail), ont enregistré une **baisse organique de 4,5 %** au cours du premier semestre 2025.

L'EBITDA de l'activité Mail a atteint 86,2 millions d'euros au cours du premier semestre 2025. Rapporté au chiffre d'affaires, le taux de marge d'EBITDA a atteint 26,6 %, **en hausse de 0,8 point** par rapport au premier semestre 2024. malgré la baisse des placements d'équipements sur le marché américain. L'intégration de Frama a contribué positivement à la performance, comme attendu. La rentabilité a également bénéficié du changement de mix, avec une baisse des ventes d'équipements, et une productivité commerciale plus forte du Digital et des Lockers. L'impact des droits de douane américains a été limité au cours de la période, grâce à une augmentation des stocks par anticipation à la fin de l'exercice 2024.

(1) A la fin du mois de juillet 2025, le ARR est impacté par un effet de change négatif de 5,0 millions d'euros par rapport à la fin janvier 2025.

(2) EBITDA = Résultat opérationnel courant + dotations aux amortissements corporels et incorporels.

1.3.2.5 Lockers

Le chiffre d'affaires de l'activité **Lockers a atteint 55,5 millions d'euros** au cours du premier semestre de 2025, **en croissance organique de 11,2 %**. **La croissance publiée s'est élevée à 30,2 %** par rapport à l'année précédente, incluant la contribution positive de Package Concierge (8,2 millions d'euros au premier semestre 2025).

Les **revenus liés aux souscriptions** ont enregistré une **croissance organique de 15,3 %** au cours du premier semestre 2025, bénéficiant de l'augmentation remarquable des volumes de colis au sein des réseaux ouverts de consignes colis **au Royaume-Uni et en France** et de la poursuite de la dynamique aux États-Unis, grâce à une meilleure monétisation des frais d'utilisation.

Au total, les **revenus liés aux souscriptions ont représenté 64,9 % du chiffre d'affaires de l'activité Lockers** du premier semestre 2025 (stable par rapport au premier semestre de 2024).

Les **revenus non récurrents** (ventes d'équipements et de licences, et services professionnels), **ont enregistré une croissance organique de 4,4 %** au cours du premier semestre de 2025, grâce à une importante vente de consignes colis sur le segment International, qui a plus que compensé une performance modérée en Amérique du Nord.

L'EBITDA de l'activité Lockers a atteint 2,0 millions d'euros au premier semestre 2025. **Le taux de marge d'EBITDA** a enregistré une évolution positive et **atteint 3,6 %, en hausse de 10,3 points** par rapport au

premier semestre 2024. Cette amélioration notable du taux de marge d'EBITDA s'explique principalement par la croissance des revenus récurrents, une augmentation importante des usages, et la contribution positive de Package Concierge. La marge d'Ebitda est attendue en amélioration, à la fois en séquentiel et par rapport à l'année précédente.

La base installée de consignes colis intelligentes de Quadient atteignait environ 26 600 unités dans le monde à la fin du premier semestre 2025, avec 1 100 nouvelles consignes colis déployées au cours du semestre. Cela reflète un rythme stable d'installation de nouvelles consignes colis, notamment dans les réseaux ouverts britanniques et français, qui, ensemble, ont été multipliés par trois au cours des 18 derniers mois. Au Royaume-Uni, la croissance de la base installée a été stimulée par de nouveaux accords portant sur des emplacements premium (incluant Morrisons, Shell, et The Range), ainsi que par l'élargissement des partenariats avec les principaux transporteurs, tel que EVRI

Dans le cadre de sa stratégie de gains de nouveaux clients, **les volumes provenant des points de retrait et de dépôt dans les réseaux ouverts français et britannique ont connu une croissance exceptionnelle, et ont été multipliés par treize au cours des 18 derniers mois**. En Amérique du Nord, la dynamique du réseau de consignes est restée forte. Au Japon, de nouvelles initiatives, notamment l'élargissement de l'accès à Amazon Japan et le partenariat étendu avec JR East, visent à stimuler la croissance des volumes et à favoriser l'adoption, malgré un environnement macroéconomique qui pèse sur les volumes globaux de colis.

1.3.3 Résultat opérationnel courant

Le taux de marge brute s'élève à 74,4 % au premier semestre 2025, légèrement inférieur à celui du premier semestre 2024 du fait de la baisse des ventes.

L'EBITDA du Groupe a atteint 108,7 millions d'euros au cours du premier semestre 2025, en baisse de 2,3 millions d'euros par rapport au premier semestre 2024. L'EBITDA a enregistré une croissance organique de 0,2 %, globalement stable par rapport à l'année précédente. Malgré des volumes plus faibles, **le taux de marge d'EBITDA du Groupe s'établit à 21,0 %** au premier semestre 2025, **en hausse de 0,2 point** par rapport au premier semestre 2024, soutenu par la solide rentabilité de l'activité Mail et des gains de marge significatifs réalisés dans l'activité Lockers.

Les amortissements et dépréciations ont atteint 49,0 millions d'euros au premier semestre 2025, contre 49,9 millions d'euros au premier semestre 2024.

Le résultat opérationnel courant (EBIT courant) a atteint 59,7 millions d'euros au premier semestre 2025 contre 61,2 millions d'euros au premier semestre 2024. Il est en croissance organique de 0,1%. **La marge opérationnelle courante s'établit à 11,5 %** du chiffre d'affaires au premier semestre 2025 comme au premier semestre 2024.

1.3.4 Résultat opérationnel

Les charges pour optimisation des structures et autres charges opérationnelles se sont élevées à 2,6 millions d'euros au premier semestre 2025, contre 16,2 millions d'euros au premier semestre 2024. L'année précédente a été impactée par l'abandon d'un projet informatique, à la poursuite de l'optimisation des espaces de bureaux et aux coûts de restructuration de Frama.

Par conséquent, le **résultat opérationnel a atteint 57,1 millions d'euros** au premier semestre 2024 contre 45,0 millions d'euros au premier semestre 2024.

1.3.5 Résultat net part du Groupe

Le **coût net de l'endettement financier** est passé de 19,9 millions d'euros lors du premier semestre 2024 à 20,5 millions d'euros au cours du premier semestre 2025. **Les gains et pertes de change et autres éléments financiers** ont été globalement neutres au cours du premier semestre 2025, contre une perte de 1,3 million d'euros au cours du premier semestre 2024. Au total, le **résultat financier net** s'est légèrement amélioré avec une charge de 20,0 millions d'euros au premier semestre 2025 contre une charge de 21,2 millions d'euros enregistrée au premier semestre 2024.

Le **résultat avant impôts** a atteint 37,1 millions d'euros au premier semestre 2025, soit une augmentation de plus de 50 % par rapport aux 23,7 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2024.

La **charge d'impôt** du premier semestre 2025 est de 16,2 millions d'euros, ce qui correspond à un niveau normalisé. Ce montant se compare à un produit d'impôt de 1,7 million d'euros au premier semestre 2024, dû à l'impact positif ponctuel de transferts internes de propriété intellectuelle.

Le **résultat net part du Groupe après intérêts minoritaires** s'élève ainsi à 20,6 millions d'euros au premier semestre 2025 par rapport à 24,0 millions d'euros au premier semestre 2024.

Le **résultat net part du Groupe par action** ⁽¹⁾ ressort quant à lui à 0,60 euro au premier semestre 2025 contre 0,71 euro au premier semestre 2024. Le résultat net part du Groupe dilué ⁽¹⁾ par action ressort à 0,59 euro au premier semestre 2025 contre 0,70 euro au premier semestre 2024.

1.3.6 Génération de trésorerie

La **variation du besoin en fonds de roulement** a généré une sortie nette de trésorerie de 42,0 millions d'euros sur le premier semestre reflétant les paiements effectués aux fournisseurs au cours de la première partie de l'année à la suite de l'augmentation des stocks en prévision des droits de douane américains. Cela se compare à une sortie nette de trésorerie de 18,9 millions d'euros au premier semestre 2024.

Le **portefeuille de leasing et autres services de financement** a atteint 556,2 millions d'euros au 31 juillet 2025 contre 623,0 millions d'euros au 31 janvier 2025, ce qui représente un repli organique de 4,0 %. À la fin du premier semestre 2025, le taux de défaut du portefeuille de *leasing* se situait autour de 1,1 %, au même niveau qu'à la fin de l'exercice 2024.

Les intérêts financiers et impôts payés ont augmenté à 51,3 millions d'euros au cours du premier semestre 2025 contre 38,1 millions d'euros au premier semestre 2024. La différence reflète principalement des éléments exceptionnels, notamment le calendrier des paiements d'intérêts de la dette lié au refinancement de l'obligation 2025 ainsi que le paiement de *l'exit tax* en Suisse au cours de la période.

Les investissements en immobilisations corporelles et incorporelles (hors IFRS16 ⁽²⁾) ont atteint **42,4 millions** d'euros au premier semestre 2025, une baisse de 2,1 millions d'euros par rapport au premier semestre 2024, principalement en raison d'une baisse des placements d'équipements Mail. Les investissements dédiés à l'activité Digital sont de 11,9 millions d'euros au premier semestre 2025, stable d'une année sur l'autre. Les investissements dédiés à l'activité Mail ont été réduits à 16,5 millions d'euros, par rapport à 20,5 millions d'euros au premier semestre 2024, reflétant la baisse du nombre d'équipement installés au cours de cette période. Pour rappel, cela se compare au niveau élevé du premier semestre 2024 dans le contexte de la décertification américaine. Les investissements dédiés à l'activité Lockers ont augmenté, passant de 11,8 millions au premier semestre 2024 à 14,0 millions d'euros au premier semestre 2025 pour soutenir l'accélération du déploiement du réseau ouvert au Royaume-Uni.

Au total, **les flux de trésorerie après investissements** ont représenté un flux négatif de 8,2 millions d'euros au premier semestre 2025 contre un flux positif de 4,6 millions d'euros au premier semestre 2024.

1.3.7 Levier financier et position de liquidité

L'**endettement net** est en légère baisse, s'élevant à 711,6 millions d'euros au 31 juillet 2025, contre 740,8 millions d'euros au 31 janvier 2025.

Durant le premier semestre 2025, Quadient a remboursé son emprunt obligataire de 260,4 millions d'euros arrivant à échéance en février 2025 et a réglé le remboursement des prêts *Schuldschein* pour un montant de 29,0 millions d'euros, arrivant également à échéance début 2025.

Au 31 juillet 2025, Quadient a encore renforcé sa position financière en émettant un placement privé USPP (*United States Private Placement*) de 50,0 millions d'euros, dans le cadre de la facilité de placement à terme signée en janvier 2025.

Le **levier financier** (ratio dette nette/EBITDA) s'est amélioré, passant de **2,9 x ⁽³⁾** au 31 juillet 2025 à **3,0 x ⁽³⁾** au 31 janvier 2024. **Hors leasing, le ratio de levier financier** s'est amélioré, passant de **1,7 x ⁽³⁾** au 31 janvier 2025 à **1,6 x ⁽³⁾** au 31 juillet 2025.

Au 31 juillet 2025, le Groupe disposait d'une forte **position de liquidité** d'un montant de 423,4 millions d'euros, répartis entre 123,4 millions d'euros de trésorerie disponible et 300,0 millions d'euros de ligne de crédit non tirée arrivant à échéance en 2030.

Les fonds propres s'établissent à 1 069,1 millions d'euros au 31 juillet 2025 contre 1 113,0 millions d'euros au 31 janvier 2025. Le **ratio d'endettement** ⁽⁴⁾ s'élève à 66,6 % au 31 juillet 2025.

(1) Pour le premier semestre 2025, le nombre moyen pondéré d'actions est de 34 475 170. Le nombre d'actions dilué est de 34 987 652.

(2) À partir du premier semestre 2025, les dépenses d'investissement liées à la norme IFRS 16 sont exclues du total des dépenses d'investissement. Les chiffres de l'année précédente ont été retraités en conséquence.

(3) En incluant IFRS16.

(4) Dette nette / fonds propres.

1.4 Actionnariat

Quadient S.A. n'est pas contrôlé directement ou indirectement. Il n'existe pas d'accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de contrôle.

À la connaissance de la Société, au 31 juillet 2025, la répartition des actionnaires de Quadient S.A. était la suivante :

	Nombre d'actions ^(a)	%	Droits de vote exerçables en assemblée générale ^(b)	%
Vesa Equity Investment SARL (Luxembourg) ^(c)	7 820 300	22,688 %	7 820 300	23,199 %
Bpifrance Participations S.A. ^{(c) (d)}	2 800 000	8,123 %	2 800 000	8,306 %
Janus Henderson Investors UK, LTD ^(c)	1 514 100	4,393 %	1 514 100	4,492 %
The Vanguard Group, Inc. ^(c)	1 115 600	3,237 %	1 115 600	3,309 %
Wellington Management Company, LLP ^(c)	1 039 700	3,016 %	1 039 700	3,084 %
Management et salariés	323 411	0,938 %	323 411	0,959 %
Actions propres détenues pour servir les plans d'actions gratuites	674 035	1,955 %	-	-
Actions propres détenues dans le cadre du contrat de liquidité	85 726	0,249 %	-	-
Administrateurs non-exécutifs	19 229	0,056 %	19 229	0,057 %
Autres actionnaires	19 076 811	55,345 %	19 076 811	56,592 %
TOTAL	34 468 912	100,000 %	33 709 151	100,00 %

^(a) Le nombre d'actions composant le capital social est égal au nombre de droits de vote théoriques.

^(b) Ne comprenant pas les droits de vote attachés aux actions autodétenues.

^(c) Source : IHS Markit au 31 juillet 2025.

^(d) Bpifrance Participations est contrôlée par Bpifrance SA, elle-même contrôlée conjointement à 50 % par la caisse des Dépôts et Consignations et à 50 % par l'EPIC Bpifrance.

À la connaissance du Groupe, au 31 juillet 2025, il n'existait aucun autre actionnaire, hormis ceux listés dans le tableau ci-dessus, détenant directement ou indirectement, seul ou de concert plus de 3,0 % du capital ou des droits de vote.

Quadient S.A. a été notifiée des franchissements de seuils légaux et statutaires suivants survenus au cours du premier semestre 2025 :

FRANCHISSEMENTS DE SEUILS STATUTAIRES

Date	Nom du fonds d'investissement	Franchissement de seuil statutaire
25/03/2025	Teleios Capital Partners GmbH	À la baisse du seuil des 6,0 % en capital et en droits de vote
27/03/2025	Teleios Capital Partners GmbH	À la baisse du seuil des 5,0 % en capital et en droits de vote
27/03/2025	VESA Equity Investment S.à.r.l	À la hausse du seuil des 17,0 % en capital et en droits de vote
27/03/2025	VESA Equity Investment S.à.r.l	À la hausse du seuil des 18,0 % en droits de vote
01/04/2025	Teleios Capital Partners GmbH	À la baisse du seuil des 4,0 % en capital et en droits de vote
01/04/2025	Teleios Capital Partners GmbH	À la baisse du seuil des 3,0 % en capital et en droits de vote
01/04/2025	VESA Equity Investment S.à.r.l	À la hausse du seuil des 18,0 % en capital
01/04/2025	VESA Equity Investment S.à.r.l	À la hausse du seuil des 19,0 % en capital et en droits de vote
01/04/2025	VESA Equity Investment S.à.r.l	À la hausse du seuil des 20,0 % en capital et en droits de vote
01/04/2025	VESA Equity Investment S.à.r.l	À la hausse du seuil des 21,0 % en capital et en droits de vote
01/04/2025	VESA Equity Investment S.à.r.l	À la hausse du seuil des 22,0 % en capital et en droits de vote
01/04/2025	VESA Equity Investment S.à.r.l	À la hausse du seuil des 23,0 % en droits de vote
16/06/2025	Caisse des Dépôts et Consignations	À la hausse du seuil des 9,0 % en capital et en droits de vote (franchissement indirect)
17/06/2025	Dimensional Fund Advisors LP	À la baisse du seuil des 3,0 % en capital et en droits de vote

FRANCHISSEMENTS DE SEUILS LÉGAUX

Date	Nom du fonds d'investissement	Franchissement de seuil
17/03/2025	Janus Henderson Investors (U.K.)	À la baisse du seuil des 5,0 % en capital et en droits de vote
27/03/2025	Teleios Capital Partners GmbH	À la baisse du seuil des 5,0 % en capital et en droits de vote
01/04/2025	VESA Equity Investment S.à.r.l	À la hausse du seuil des 20,0 % en capital et en droits de vote

Quadient S.A. a été notifiée des franchissements de seuils légaux et statutaires suivants survenus depuis le 1^{er} août 2025 :

FRANCHISSEMENTS DE SEUILS STATUTAIRES

Date	Nom du fonds d'investissement	Franchissement de seuil
01/09/2025	VESA Equity Investment S.à.r.l	À la hausse du seuil des 23,0 % en capital
08/09/2025	VESA Equity Investment S.à.r.l	À la hausse du seuil des 24,0 % en capital et en droits de vote
22/09/2025	VESA Equity Investment S.à.r.l	À la hausse du seuil des 25,0 % en capital et en droits de vote

FRANCHISSEMENTS DE SEUILS LÉGAUX

N/A.

1.5 Informations sur les parties liées

Quadient S.A possède une participation de 35 % dans Docapost BPO IS et une participation de 24 % dans AMS Investissement. Les transactions avec ces sociétés consolidées par mise en équivalence ne sont pas significatives.

1.6 Facteurs de risques

Quadient identifie les facteurs de risque auxquels elle est exposée à travers une approche formalisée de gestion des risques d'entreprise (ERM) basée sur le cadre de référence du système de contrôle interne et de gestion des risques, élaboré sous la supervision de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

En 2025, le monde reste marqué par plusieurs conflits et tensions géopolitiques, en particulier dans des régions comme l'Ukraine, le Moyen-Orient et l'Asie. L'économie mondiale a été confrontée à une inflation élevée et à des taux d'intérêt fluctuants, ce qui a eu un impact sur le coût de la vie de millions de personnes. La récente élection présidentielle aux États-Unis et les changements de politique économique du nouveau président élu pourraient entraîner des modifications importantes, notamment en matière de tarifs douaniers, de déréglementation et d'immigration, qui pourraient affecter les relations commerciales internationales. Les événements météorologiques extrêmes et les catastrophes naturelles ont continué à se produire en 2025. Tous ces facteurs exogènes restent une source majeure d'instabilité et d'incertitude affectant l'économie mondiale dans laquelle évolue l'Entreprise.

Quadient identifie les facteurs de risque auxquels elle est exposée en utilisant une approche formelle de gestion des risques d'entreprise (ERM) basée sur le cadre de référence du système de contrôle interne et de gestion des risques, développé sous la supervision de l'autorité française des marchés financiers (AMF). Les facteurs de risques présentés ci-dessous sont les risques auxquels Quadient estime être exposé à la date du présent Rapport financier semestriel et considère qu'ils pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, ses performances opérationnelles et financières, ses perspectives ou sa réputation, s'ils venaient à se réaliser.

La liste de ces risques n'est cependant pas exhaustive, et certains risques supplémentaires, aujourd'hui non anticipés pourraient survenir et avoir un effet négatif sur les activités et les performances de la Société.

1.6.1 Cadre de maîtrise des risques

Méthodologie d'analyse des risques

Dans le cadre de sa politique de gestion des risques d'entreprise (ERM), Quadient révisé chaque année sa cartographie globale des risques en adressant ceux qui sont les plus matériels pour l'entreprise d'un point de vue stratégique, opérationnel, financier, développement durable, juridique, éthique et de conformité. À cet égard, un cadre de gestion des risques, sous la responsabilité du directeur de la conformité, a été mis en place pour assurer :

- l'identification et l'évaluation des différents risques encourus par la Société dans le cadre de ses activités ;
- l'appréciation du niveau de maturité de la gestion de chaque risque sur la base de l'existence et de la mise en œuvre de politiques et moyens de contrôle (structures organisationnelles, processus, procédures) ;
- la définition et le suivi des principaux plans d'actions correctives engagés pour atténuer ces risques.

Le processus de gestion des risques d'entreprise ERM se décompose en trois étapes :

1. Analyse du contexte et collecte de données

La première étape du processus ERM commence par l'analyse du contexte interne et externe de l'entreprise. Elle permet d'examiner les changements en termes d'activité, de performance stratégique et financière et d'autres facteurs susceptibles de présenter un risque émergent pour Quadient ou d'avoir un impact significatif sur les risques déjà existants. Vient ensuite la collecte de données pertinentes, telles que les indicateurs de performance clés, les résultats d'enquêtes, les incidents, les évaluations des risques et des audits, pour rendre compte de l'évolution (positive ou non) des risques et leur niveau de contrôle.

2. Mise à jour de l'analyse et de l'évaluation des risques

Cette deuxième étape débute par la mise à jour des cartes de risques établies pour chacun des risques existants identifiés à l'étape précédente. Elle consiste à passer en revue avec les propriétaires des risques les causes potentielles, les facteurs aggravants ou limitants, les conséquences des risques et à analyser les données collectées à l'étape précédente. Cette évaluation est basée sur la probabilité d'occurrence qui se caractérise par une fréquence sur une échelle à 4 niveaux et sur l'impact qui caractérise l'effet sur la stratégie, les finances, la réputation ou la capacité de l'entreprise à se conformer aux lois et règlements. Ce critère est également évalué sur une échelle à 4 niveaux. Ces deux critères permettent de positionner les risques sur une matrice et donc de déterminer leur niveau de criticité parmi les 4 niveaux suivants : faible, moyen, élevé et très élevé.

3. Examen des mesures de contrôle existantes et définition des plans d'action d'atténuation

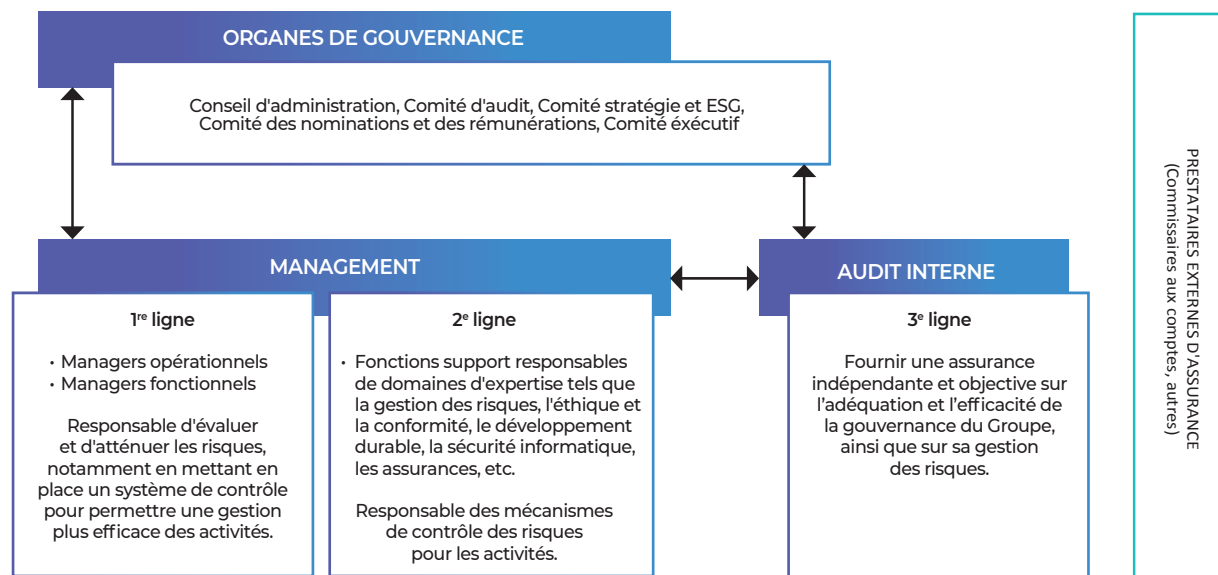
La troisième étape du processus consiste en l'examen et la mise à jour des mesures de contrôle existantes également répertoriées sur les fiches de risques. Les données collectées lors de la première étape permettent aussi de vérifier l'adéquation et l'efficacité de ces contrôles. À cet égard, un troisième critère est utilisé pour évaluer leur niveau de maturité. En le croisant avec le niveau de criticité de chaque risque, celui-ci permet de positionner le risque sur une matrice de priorisation des plans d'actions d'atténuation à mettre en œuvre.

Gouvernance et organisation des risques

Le programme de gestion des risques d'entreprise de la Société est piloté par la Direction Générale à travers son Comité des risques, présidé par le Directeur Général de la Société. Ce comité est composé du directeur financier, du directeur des ressources humaines et de la transformation, du directeur du contrôle interne et de l'audit interne, du directeur juridique et du directeur de la responsabilité sociale d'entreprise et de la conformité. Ils se réunissent chaque trimestre (plus souvent si les circonstances l'exigent) pour s'assurer du bon déroulement du processus ERM décrit ci-dessus, définir les grandes orientations de la Société en matière de gestion des risques et décider des actions à prendre pour les risques jugés inacceptables et enfin suivre l'avancement de ces actions et programmes de conformité.

La gestion des risques est considérée par le Comité exécutif du Groupe comme un élément clé de son système de gouvernance. C'est pourquoi le Groupe a développé une approche intégrée de gestion des risques alignée sur les objectifs et la stratégie de l'organisation, créant des fonctions de gestion des risques, de contrôle interne et d'audit interne et coordonnant les trois axes présentés ci-dessous :

- les moyens des équipes solutions, opérations et fonctions support en charge de la mise en œuvre des mesures de contrôle de 1^{er} niveau (ex. : contrôles effectués par les collaborateurs et leurs managers dans le cadre de leurs activités) assurant le respect des politiques globales applicables et des normes internes fixées afin de maîtriser les risques de la Société ;
- les ressources des diverses fonctions mises en place par la Direction Générale pour assurer la surveillance des risques et la conformité (assurances, éthique et conformité, environnement, taxes, etc.) incluant le centre d'excellence de la conformité ou des équipes de conformité locales, composées d'experts dans les domaines de la sécurité de l'information, de la confidentialité des données, du juridique, de l'éthique, de la qualité, de l'environnement, de la santé et de la sécurité et du social, en charge de la mise en œuvre du 2^e niveau des mesures de contrôle (ex. : contrôles spécifiques aux programmes de conformité réglementaire tels que la lutte contre la corruption, la lutte contre le blanchiment d'argent, la protection des données) ;
- les ressources de l'équipe de contrôle interne et d'audit interne chargées d'effectuer le 3^e niveau des mesures de contrôle à travers des revues et des audits internes réguliers du dispositif de contrôle interne pour l'évaluer en termes d'efficacité, de cohérence et d'exhaustivité, de prendre des actions correctives en cas d'écart et de surveiller leur mise en œuvre.



Note : Le 25 mars 2025, les Comités ont été renommés comme suit : le Comité d'audit est devenu « Comité d'audit et des risques », le Comité stratégie et ESG est devenu « Comité stratégie » et le Comité des nominations et des rémunérations est devenu « Comité des nominations, des rémunérations et du développement durable ».

La responsabilité de la gestion des risques est attribuée au niveau le plus approprié conformément au principe de subsidiarité. Chaque responsable des opérations est donc directement impliqué dans la mise en œuvre des mesures de contrôle interne et est responsable de l'évaluation et de la réduction des risques liés aux processus et aux activités dont il a la responsabilité.

Le centre d'excellence de la conformité a mis au point un processus commun et une méthodologie fondée sur un outil numérique de gouvernance, de risque et de contrôle (GRC) permettant de consolider les risques majeurs de tous les sites, régions et secteurs d'activité, et de gérer les audits de conformité et les actions correctives. Les politiques, procédures et normes de Quadient sont communiquées à tous les employés par l'intermédiaire de l'intranet de l'Entreprise.

Le centre d'excellence conformité travaille avec tous les départements de Quadient et plus particulièrement avec l'équipe contrôle interne et audit interne afin de :

- faire le lien entre les risques identifiés et les politiques, processus, normes, programmes de conformité de Quadient et proposer des modifications le cas échéant ;
- contribuer à la définition du programme annuel d'audit interne ;
- utiliser les résultats des audits internes réalisés pour enrichir les évaluations des risques menées au sein de l'entreprise.

En vérifiant les processus clés de la Société, l'audit interne donne une assurance raisonnable que les procédures de contrôle interne et de gestion des risques ont été mises en place et sont efficaces.

Principaux programmes d'évaluation des risques

Chaque année, plusieurs évaluations détaillées des risques spécifiques sont réalisées et tenues à jour dans l'ensemble de l'Entreprise. Elles soutiennent toutes le processus de consolidation des risques au niveau de l'Entreprise. En 2024, Quadient a finalisé sa double évaluation de la matérialité (DMA) pour se conformer à la réglementation CSRD. Les risques les plus importants en matière de développement durable identifiés dans l'évaluation de l'importance relative ont été inclus dans la cartographie globale des risques. Cette année, l'Entreprise a également procédé à une évaluation beaucoup plus détaillée des risques physiques et de transition liés au climat qui pourraient affecter ses opérations et ses solutions.

ÉVALUATION DE DOUBLE MATÉRIALITÉ SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Comme l'exige le règlement CSRD, Quadient a procédé à une évaluation afin d'identifier les sujets les plus matériels en matière de développement durable susceptibles d'affecter la Société. Cet exercice comprenait l'identification des impacts, des risques et des opportunités les plus matériels liés aux questions environnementales, sociales et de gouvernance. Quadient a décidé d'utiliser les mêmes critères et échelles pour évaluer ses risques liés aux affaires et pour l'évaluation des risques de développement durable afin de faciliter leur intégration dans la cartographie globale des risques. La méthodologie employée est décrite dans le chapitre 5 de ce document.

CARTOGRAPHIE DES RISQUES DE CORRUPTION ET DE POTS-DE-VIN

L'équipe chargée de la conformité tient à jour l'évaluation des risques de corruption de l'Entreprise. Cette évaluation prend en compte les différentes activités et processus de l'Entreprise les plus exposés à la corruption, tels que la finance, la comptabilité, le *procurement to pay*, le *order to cash*, le *hire to retire*. Les risques sont mis à jour avec l'aide de responsables opérationnels issus de différentes fonctions, pays et lignes d'activité. Une vingtaine de scénarios de risques différents ont été identifiés, avec des impacts et des probabilités d'occurrence différents selon les régions/pays et les fonctions concernées.

CARTOGRAPHIE DES RISQUES DE CONCURRENCE

L'évaluation détaillée des risques de concurrence est également tenue à jour par l'équipe chargée de la conformité, avec le soutien des équipes juridiques, commerciales et financières des différents pays où l'Entreprise est présente. Huit scénarios de risques différents ont été identifiés pour l'ensemble des activités de l'Entreprise.

CARTOGRAPHIE DES RISQUES LIÉS À LA CONFIDENTIALITÉ DES DONNÉES

L'évaluation détaillée des risques liés à la confidentialité des données est mise à jour chaque année par l'organisation chargée de la protection des données au sein de Quadient. Elle prend en compte tous les risques susceptibles d'entraîner une perte ou une violation des données, ainsi que le respect des lois sur la protection de la vie privée dans le monde entier. Le résultat de cette évaluation des risques alimente la cartographie globale des risques de l'Entreprise et a été présenté au Data Council, le comité de pilotage qui supervise l'efficacité du programme de conformité de l'Entreprise en matière de protection de la vie privée et de sécurité des informations.

CARTOGRAPHIE DES RISQUES SÉCURITÉ DE L'INFORMATION ET CYBER

L'évaluation détaillée des risques liés à la sécurité de l'information et aux cyberrisques est mise à jour chaque année sous la supervision du Directeur des technologies de l'information qui gère l'organisation de la sécurité de l'information pour les infrastructures et les actifs informatiques de l'Entreprise. Chaque solution complète cette évaluation des risques par une autre couvrant l'infrastructure et les applications informatiques utilisées par ses propres équipes, mais aussi celles utilisées pour les services vendus aux clients de l'Entreprise. De même, en ce qui concerne les risques liés à la protection de la vie privée, le Data Council supervise l'efficacité du programme de conformité en matière de sécurité de l'information, qui est également porté à l'attention du Comité d'audit et du Conseil d'administration.

CARTOGRAPHIE DES RISQUES TIERS

L'équipe chargée de la conformité a mis en place une plateforme pour gérer les risques liés aux partenaires tiers. Cette plate-forme permet à l'équipe de conformité d'effectuer des contrôles d'intégrité et d'évaluer le risque avec des tiers en fonction de plusieurs critères tels que les dépenses, l'indice de perception de la corruption, la catégorie de tiers, etc. En fonction du niveau de risque, la Société a établi divers questionnaires, qui sont utilisés pour son processus d'intégration et de diligence raisonnable.

1.6.2 Description des facteurs de risque

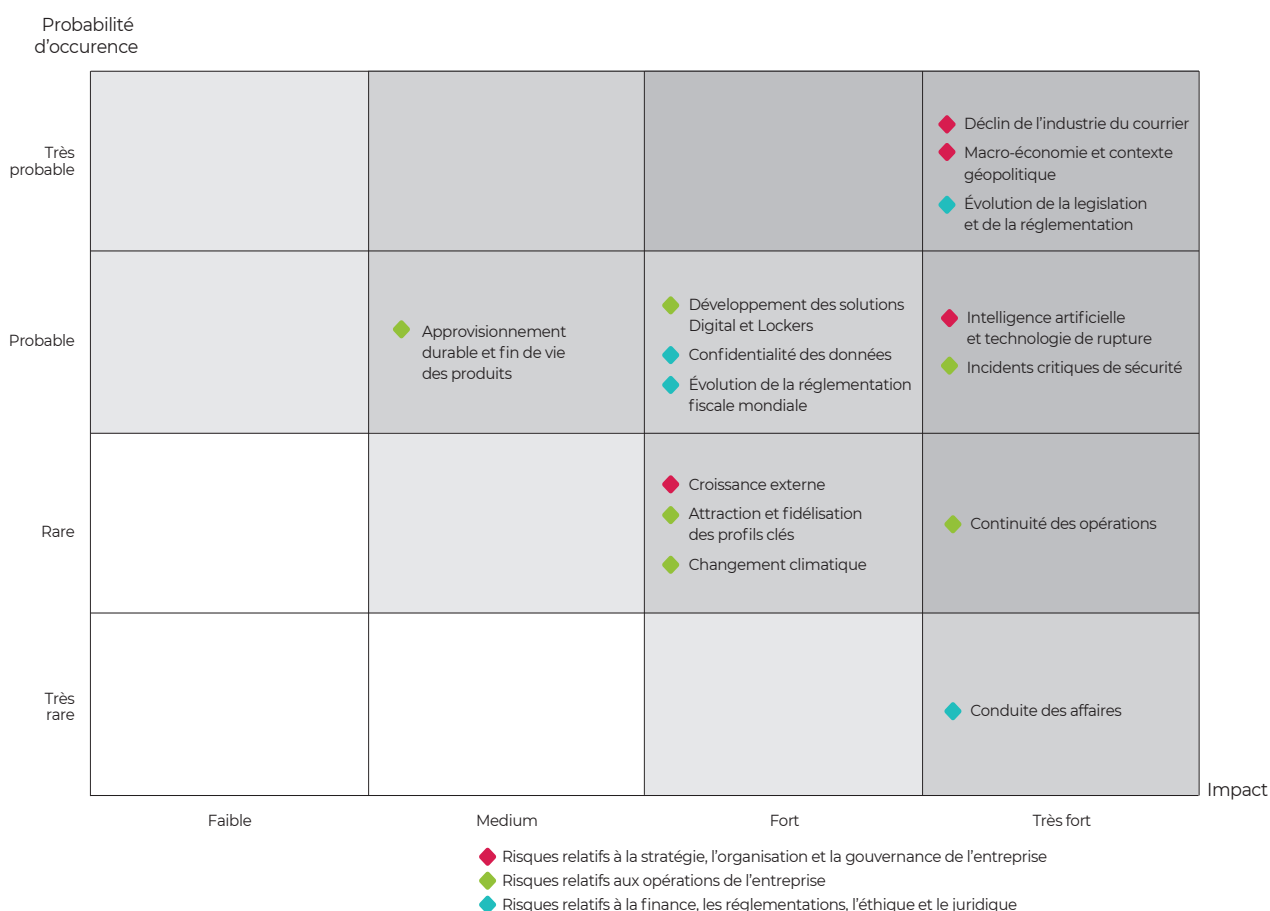
Synthèse des facteurs de risque

Chaque année, la Société met à jour sa cartographie globale des risques qui synthétise les principaux risques en termes d'impact et de probabilité. Les risques sont classés selon les catégories suivantes :

- les risques liés à la stratégie, à l'organisation et à la gouvernance de l'Entreprise ;
- les risques liés à l'activité de l'entreprise ; et
- les risques liés à la finance, aux évolutions réglementaires, à l'éthique et au juridique.

Les facteurs de risques sont classés sur la base d'une appréciation de leur probabilité et de leur impact potentiel sur la Société. Au sein de chaque catégorie, ils sont présentés par ordre décroissant d'importance déterminé par la Société à la date du présent Rapport financier semestriel. L'appréciation portée par la Société sur ce classement peut toutefois être modifiée à tout moment, notamment en fonction de nouveaux événements extérieurs ou internes à la Société. Par ailleurs, même un risque actuellement considéré comme de moindre importance pourrait avoir un impact significatif sur la Société s'il devait se matérialiser à l'avenir.

Le graphique ci-dessous représente les risques majeurs identifiés lors de la dernière mise à jour de l'analyse des risques. Cette cartographie globale des risques a été revue par le Comité d'audit de la Société et recommandée au Conseil d'administration, qui l'a approuvée au début du mois d'avril 2025.



Risques liés à la stratégie, à l'organisation et à la gouvernance de l'entreprise

DÉCLIN DE L'INDUSTRIE DU COURRIER

Description du risque

Le rapport mondial 2024 de l'International Post Corporation (IPC) révèle que la baisse des volumes de courrier agrégés se poursuit sans relâche. Depuis 2013, les volumes de courrier agrégés ont diminué de près d'un tiers dans les économies avancées et de plus de trois quarts pour certains opérateurs postaux. En 2020, le volume de courrier a connu une forte baisse de 14,3 % cette année-là. La baisse s'est ralentie à 7,2 % en 2021 et à 6,8 % en 2022, mais elle s'est de nouveau accélérée pour

atteindre 8,6 % en 2023. Cette baisse spectaculaire des volumes de courrier est principalement due au passage à la communication numérique, comme le courrier électronique et la messagerie instantanée, mais aussi à la facturation et aux relevés bancaires électroniques, qui ont considérablement réduit le besoin de courrier physique. Outre l'augmentation des coûts logistiques et énergétiques, il en résulte une hausse des prix du courrier, comme aux États-Unis où l'US Postal Service a annoncé une augmentation de 7,4 % des prix des produits des services postaux pour 2025. Il en va de même en Europe, notamment en Allemagne et au Royaume-Uni. Un autre effet secondaire de la baisse du volume de courrier est la réduction du niveau des services offerts par les postes en matière de courrier. Certaines ont décidé d'augmenter le délai de distribution ou de réduire le nombre de

jours de distribution par semaine, de réduire leurs heures d'ouverture pour diminuer les coûts, de se diversifier dans des activités plus rentables et de désinvestir dans les produits et services qui le sont moins, et enfin de proposer davantage d'options en libre-service, telles que des kiosques automatisés et des services en ligne. Au Danemark, Postnord, le service postal national, a annoncé qu'il cesserait de traiter le courrier d'ici à la fin de 2025. Cette décision est motivée par une baisse de plus de 90 % du courrier depuis 2000. Postnord se concentrera exclusivement sur la livraison de colis à partir de 2026. Enfin, certaines postes envisagent de privatiser leurs services postaux. Cette tendance a été observée dans plusieurs pays et tend à se développer en raison de l'augmentation des coûts opérationnels, de la nécessité d'améliorer l'efficacité et la viabilité financière. Tous ces facteurs pourraient amener les clients de Quadient à se tourner vers d'autres solutions de courrier ou à accélérer leur migration vers des solutions numériques, ce qui pourrait représenter à la fois des opportunités et des risques pour l'Entreprise. Les autres risques associés au secteur du courrier comprennent tout autre changement dans la réglementation postale et le rapprochement des comptes d'affranchissement.

Gestion du risque

Dans le cadre de sa stratégie, Quadient s'efforce d'anticiper autant que possible les bouleversements de l'industrie du courrier en développant deux autres moteurs de croissance, à savoir les lignes commerciales Digital et Lockers. En ce qui concerne son activité Mail, Quadient a continué à investir ces dernières années pour rester à la pointe de la technologie avec de nouvelles machines améliorées offrant des fonctions enrichies et des services connectés. La Société continue d'introduire des produits innovants avec des services associés via une plate-forme SaaS associée à un nouveau matériel intelligent. Par exemple, Quadient a lancé de nouvelles solutions telles que Simplymail SMART et Doc Secure ainsi que AIMS permettant de gérer la confidentialité des données et la traçabilité des envois de courrier. Avec ces nouvelles offres, Quadient vise également à maximiser les ventes croisées avec les lignes commerciales Digital et Lockers. En 2023, l'Entreprise détenait 25 % des parts de marché en termes de base installée et 34 % en termes de revenus au niveau mondial. Le 1^{er} février 2024, Quadient a acquis Frama, un important fournisseur de solutions d'affranchissement et de gestion de documents pour les petites et moyennes entreprises, renforçant ainsi sa position dans le secteur du courrier.

MACRO-ÉCONOMIE ET CONTEXTE GÉOPOLITIQUE

Description du risque

Avec une présence dans plus de 26 pays, les activités de Quadient sont exposées aux risques géopolitiques et économiques. Le conflit durable, depuis février 2022, entre la Russie et l'Ukraine, a conduit à des sanctions économiques contre la Russie et la Biélorussie qui ont encore des répercussions sur l'économie mondiale en 2024, notamment sur la hausse des matières premières, des prix de l'énergie et de l'inflation. Le conflit au Moyen-Orient entre Israël et le Hamas et les tensions géopolitiques en Asie entre les États-Unis et la Chine contribuent également à l'instabilité de l'économie mondiale. La récente élection présidentielle et le changement de politique économique du nouveau président élu pourraient entraîner des changements importants, notamment en matière de droits de douane, de déréglementation et d'immigration, qui pourraient affecter les relations commerciales internationales. Cette situation contribue également à accroître l'incertitude dans l'économie mondiale, entraînant un ralentissement des investissements et de la croissance qui pourrait conduire à une récession mondiale. Ces risques exogènes pourraient avoir un impact significatif sur les opérations et les performances financières de l'Entreprise.

Gestion du risque

Pour naviguer dans le paysage complexe de la macroéconomie et des risques géopolitiques, Quadient met en œuvre plusieurs mesures. Dans un premier temps, l'Entreprise a établi un scénario tenant compte du contexte économique actuel et des annonces récentes concernant les droits de douane aux États-Unis. Des plans d'action d'atténuation ont été lancés dans l'ensemble de l'organisation pour anticiper l'évolution de l'environnement commercial international. Ces mesures concernent, par exemple, la redéfinition des priorités des projets, le report des embauches et des dépenses d'exploitation non essentielles à l'activité de l'Entreprise. Des plans sont également en cours d'analyse pour relocaliser la production à proximité des marchés locaux afin d'anticiper les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et l'augmentation des tarifs douaniers.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET TECHNOLOGIE DE RUPTURE

Description du risque

Quadient évolue dans un environnement technologique en constante évolution. Dans l'industrie du logiciel, les progrès rapides de l'IA générative, en particulier des agents d'IA, devraient perturber l'industrie du SaaS. Leur capacité à automatiser les flux de travail, à connecter des systèmes disparates et à fournir des résultats sans intervention directe de l'utilisateur perturbe les fournisseurs de SaaS. Si l'IA peut remplacer la logique commerciale des applications SaaS, la couche SaaS ne survivra que si elle crée une valeur unique et indispensable pour les clients. Le domaine de la consigne colis voit également émerger des solutions alternatives pour la livraison de colis sur le dernier kilomètre, telles que les drones, les véhicules autonomes ou les robots qui livrent les colis à domicile. L'IA et d'autres technologies disruptives pourraient mettre en péril les solutions proposées par Quadient aux clients. Des investissements insuffisants ou une intégration tardive dans les solutions de la Société pourraient entraîner un manque de compétitivité, voire une incapacité à répondre aux exigences des clients.

Gestion du risque

Quadient s'efforce de suivre toute nouvelle technologie ou innovation susceptible d'avoir un impact sur ses solutions. Ses relations étroites avec les acteurs clés de ses trois secteurs d'activité lui permettent d'être au courant des concepts en cours de développement et même de prendre part à la discussion avec ces mêmes acteurs. Par exemple, Quadient est impliqué dans des discussions avec des transporteurs qui explorent le concept de véhicules autonomes, de robots ou de drones pour la livraison de colis. En intégrant l'IA et l'apprentissage automatique dans ses solutions Digital depuis plusieurs années, Quadient permet aux utilisateurs de créer des communications hautement précises, pertinentes et personnalisées, conduisant à une amélioration de l'expérience client. La base de clients logiciels de Quadient devrait bénéficier grandement de cette nouvelle évolution. L'intégration de l'IA générative et de la technologie d'intelligence du contenu de Microsoft élève encore les performances de la plateforme d'automatisation Digital, permettant aux utilisateurs d'analyser, de résumer et de hiérarchiser efficacement les données, d'exécuter des scénarios de similarité du contenu pour consolider et organiser des documents tels que des formulaires, des politiques ou des contrats, ou de générer en toute sécurité du contenu destiné aux clients dans un environnement de confiance. L'engagement de Quadient en matière de protection des données est mis en œuvre par l'infrastructure de Microsoft Azure AI, ce qui garantit la confidentialité et la protection de la vie privée des clients et des partenaires. Les processus manuels de gestion des comptes clients (AR), des comptes fournisseurs (AP) et des factures entraînent des inefficacités, des risques de conformité, des retards de paiement et une vulnérabilité accrue à la fraude. La plateforme cloud Finance Automation de Quadient, qui comprend Quadient AR et Quadient AP, relève ces défis en utilisant l'IA avancée et l'apprentissage automatique pour prédire les flux de trésorerie avec une grande précision, analyser le comportement des payeurs et automatiser les applications de

trésorerie, même lorsque les données de remise sont manquantes. La plateforme centralise également les factures et rationalise la distribution multicanal, assurant une conformité totale avec les réglementations telles que la facturation électronique.

ACQUISITION ET INTÉGRATION DE NOUVELLES ENTREPRISES

Description du risque

La croissance externe par le biais d'opérations d'acquisition fait partie de la stratégie de l'Entreprise visant à développer son offre de solutions, à renforcer sa position sur les marchés existants ou à pénétrer de nouveaux marchés. Des opérations de fusion et d'acquisition réussies peuvent générer des revenus et une rentabilité supplémentaires pour l'Entreprise. Cependant, elles peuvent également présenter plusieurs risques pendant et après l'acquisition. Par exemple, l'identification de cibles d'acquisition potentielles peut s'avérer complexe, car cela implique de trouver des opportunités à un prix acceptable et dans des conditions adéquates. L'intégration d'une entreprise nouvellement acquise au sein du Groupe peut également générer des risques. Les difficultés rencontrées au cours du processus d'intégration pourraient avoir un impact sur les résultats si l'Entreprise ne parvient pas à les surmonter et à réaliser les synergies financières, commerciales, techniques ou humaines attendues. Ces risques pourraient affecter négativement la croissance externe de l'Entreprise et entraîner des pertes financières ou des pénalités, des responsabilités juridiques et des atteintes à la réputation.

Gestion du risque

Quadient possède une expérience significative en matière de fusions et d'acquisitions. La Société a mis en place un processus spécifique géré par l'équipe M&A afin d'identifier les cibles potentielles d'acquisition. Lorsqu'une cible est sélectionnée pour une acquisition, l'étape suivante consiste à mener une due diligence approfondie, impliquant tous les départements de l'Entreprise concernés par l'acquisition afin d'évaluer la performance et le potentiel de la cible et de s'assurer qu'elle n'exposera pas l'Entreprise à des risques critiques. S'il n'y a pas d'obstacle à ce stade, le projet d'acquisition est présenté au comité d'investissement du Conseil d'administration pour décision. Une fois la transaction effective, un plan d'intégration est défini par l'équipe chargée des initiatives stratégiques et exécuté avec le soutien des équipes opérationnelles.

Risques liés à l'activité de l'entreprise

INCIDENTS CRITIQUES DE SÉCURITÉ

Description du risque

Dans le cadre de ses activités, l'Entreprise exploite plusieurs systèmes informatiques pour son propre usage, mais aussi pour fournir ses solutions à ses clients. Cela implique la collecte et le traitement de données sensibles et personnelles. La disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des informations sur les clients qui résident dans l'infrastructure et les systèmes d'information de Quadient sont essentielles à la réussite de ses trois secteurs d'activité. Quadient est exposée aux cyberrisques qui peuvent résulter d'actions malveillantes, individuelles ou organisées, d'origine interne ou externe, sur les actifs de la Société. Cela pourrait compromettre la sécurité de ses données ou perturber le fonctionnement de ses activités, ce qui aurait des conséquences négatives sur sa performance financière, sa réputation et ses obligations contractuelles ou légales.

Gestion du risque

L'Entreprise a établi un cadre général de sécurité de l'information dans lequel des politiques de sécurité et des standards internes ont été mises en œuvre, ainsi que des mesures d'atténuation pour faire face aux risques de sécurité et de cyberattaque. Le Directeur des technologies de l'information supervise ce cadre de sécurité de l'information et les programmes de conformité correspondants. Il préside chaque trimestre le conseil de sécurité de l'Entreprise, qui est l'autorité de gouvernance technique de la sécurité de l'information au sein de Quadient, et qui rend compte au Comité exécutif de Quadient. Son rôle est notamment d'établir des objectifs et des priorités en matière de sécurité de l'information à l'échelle mondiale, d'effectuer des évaluations des risques de sécurité de l'information à l'échelle mondiale, de maintenir les politiques de sécurité de l'information et de sensibiliser le monde entier aux politiques de sécurité de l'information et aux pratiques de travail sûres. Quadient a déployé des technologies de sécurité pour assurer la protection et la détection des principales menaces (par exemple, MFA, sécurité du courrier électronique avec Mimecast, solution de sauvegarde globale, analyse des vulnérabilités, MDM, renforcement de la sécurité des réseaux, autres...). Le Groupe dispose des compétences nécessaires pour restaurer tous ses systèmes critiques (résilience de l'Entreprise et capacités de reprise après sinistre), mais le délai dépendra de l'ampleur et de l'importance de l'attaque. L'équipe informatique teste régulièrement la plupart des plans de reprise après sinistre. La sécurité de l'information dépend également de la sensibilisation et de la capacité du personnel de l'Entreprise à comprendre les enjeux de la sécurité. À cet égard, l'Entreprise a mis en place un programme de formation obligatoire pour tous les employés et envoie régulièrement des communications à tous les employés sur les bonnes choses à faire ou des alertes sur l'hameçonnage par exemple. Un test d'hameçonnage a été réalisé à l'échelle de l'Entreprise en 2024. Dans le cadre de son programme de conformité à la sécurité de l'information, Quadient a obtenu la certification ISO 27001 pour toutes ses opérations au Royaume-Uni, dans la R&D des solutions Digital, et pour ses opérations Digital en Allemagne, en Suisse, en Espagne, en Pologne, à Singapour et au Canada.

CONTINUITÉ DES OPÉRATIONS

Description du risque

Les activités de Quadient dépendent fortement de ses employés, du fonctionnement opérationnel de ses sites de production et de ses centres logistiques, ainsi que de la fiabilité et de la disponibilité de ses infrastructures informatiques, de ses systèmes centraux et des centres de données hébergeant tous les serveurs, les applications logicielles et les données. L'Entreprise fait également appel à de nombreux fournisseurs et prestataires de services basés dans différents pays. Elle dépend dans une certaine mesure de ses fournisseurs OEM et ODM pour la fabrication de ses produits. L'Entreprise dépend également de fournisseurs de services, tels que les services de solutions *cloud*, les fournisseurs de services d'impression ou les solutions d'envoi massif de courriels ou de messages texte, utilisés pour fournir ses solutions. Des événements majeurs tels que des pandémies, des cyber-attaques, des catastrophes naturelles, des ruptures de la chaîne d'approvisionnement ou des incidents industriels pourraient avoir un effet négatif important sur la continuité des activités de l'Entreprise et sur ses clients. Cela exposerait l'Entreprise à des risques opérationnels pouvant parfois affecter la sécurité de ses employés, ainsi qu'à des risques financiers et de réputation.

Gestion du risque

Quadient a défini un ensemble de programmes et de mesures pour faire face à ces risques de continuité. La fabrication et l'assemblage du matériel informatique sont confiés à plusieurs fournisseurs OEM et ODM. Les sites d'assemblage de l'Entreprise sont également répartis sur plusieurs sites, ce qui permet de transférer la production d'un site à l'autre en cas d'indisponibilité durable. En outre, Quadient a sélectionné d'autres sources d'approvisionnement pour ses principaux fournisseurs de niveau 2. Les outils de fabrication tels que les moules ou les gabarits d'assemblage sont la propriété de Quadient et peuvent être transférés à un autre fournisseur si nécessaire. En ce qui concerne l'infrastructure informatique, les systèmes centraux et les centres de données, l'Entreprise dispose des compétences nécessaires pour restaurer tous ses systèmes critiques (résilience de l'Entreprise et capacités de reprise après sinistre), mais le délai dépendra de l'étendue et de l'importance du problème. L'équipe informatique teste régulièrement la plupart des plans de reprise après sinistre. En outre, la plupart des systèmes critiques ont été transférés vers des fournisseurs mondiaux de services en nuage où sont hébergés dans des centres de données certifiés de niveau 3. Depuis la pandémie de Covid-19, l'Entreprise a investi dans de nouveaux outils numériques, permettant à ses employés de travailler à distance depuis leur domicile ou un autre site Quadient en toute sécurité, afin d'assurer la continuité des activités. En 2024, plus de 80 % des employés de l'Entreprise ont pu télétravailler en toute sécurité.

Les équipes d'achat de Quadient procèdent à des évaluations des risques des fournisseurs avec lesquels elles s'engagent et procèdent à des réévaluations régulières. Dès le processus de sélection des fournisseurs, elles vérifient la capacité, la solvabilité, l'intégrité et l'aptitude des fournisseurs à se conformer à la politique d'achat responsable de Quadient et à son code de conduite. Des accords contractuels sont également établis pour protéger l'Entreprise contre ces risques. Dans l'ensemble, Quadient cherche à réduire sa dépendance à l'égard de certains fournisseurs et prestataires de services. Par exemple, pour l'activité Lockers, la décision a été prise de réintégrer la conception et le développement des casiers à colis dans l'Entreprise afin que Quadient puisse travailler avec n'importe quel partenaire dans le monde et avoir un meilleur contrôle sur la conception.

En ce qui concerne ses principaux fournisseurs de production, l'Entreprise a mis en place des solutions alternatives en cas de défaillance de ses fournisseurs OEM ou ODM en organisant le transfert de la production à l'un ou l'autre si nécessaire. Quadient a également sélectionné d'autres sources d'approvisionnement pour ses principaux fournisseurs de niveau 2. L'outillage de fabrication, tel que les moules ou les gabarits d'assemblage, appartient à Quadient et peut être transféré à un autre fournisseur si nécessaire. En outre, des contacts réguliers ont été établis avec les principaux fournisseurs afin d'anticiper leurs décisions en matière d'arrêt de production, de fermeture d'entreprise, de changement de composants, de faillite, etc.

DÉVELOPPEMENT DES SOLUTIONS DIGITAL ET LOCKERS**Description du risque**

Dans le cadre de sa stratégie, l'Entreprise a décidé d'investir dans deux nouveaux secteurs d'activité, Digital et Lockers, afin d'anticiper le déclin de son activité Mail. Sur ces marchés, la Société est confrontée à un environnement très concurrentiel, soumis à d'importants changements technologiques et réglementaires. La concurrence provient principalement des *leaders* mondiaux ayant des capacités d'investissement élevées et des startups technologiques ou fintech soutenues par des fonds d'investissement. Pour rester compétitive, l'Entreprise doit anticiper, innover et adapter ses solutions aux besoins des clients, ce qui nécessite des investissements importants en recherche et développement. La Société pourrait ne pas suivre le rythme de ces investissements ou ne pas faire le bon choix dans l'acquisition, le développement et l'introduction de nouvelles offres et ainsi ne pas être en mesure de répondre aux besoins du marché ou avec des retards importants. Par conséquent, si les activités ciblées par ces nouvelles solutions ne se développent pas comme prévu, le Groupe pourrait avoir des difficultés à récupérer les coûts engagés et à générer des revenus et une rentabilité suffisante.

Gestion du risque

Quadient est organisé autour de secteurs d'activité dédiés à chacune de ses activités, Mail, Lockers et Digital. Ces segments bénéficient d'employés et de partenaires en contact direct avec les clients au sein des opérations de l'entreprise pour comprendre et répondre rapidement aux clients. Des méthodologies et des processus agiles pour la conception et le développement de produits sont utilisés pour leur apporter la meilleure solution en fonction de leurs besoins. De plus, les lignes métiers sont soutenues par l'équipe Market Intelligence chargée d'analyser la concurrence et de fournir des données aux directeurs des solutions et à l'équipe de direction de chaque ligne métier. Ces analyses concurrentielles sont revues chaque trimestre lors des revues opérationnelles pour évaluer les risques de perte de compétitivité et décider des actions à entreprendre. Ce sujet important est également débattu avec le Comité stratégie et avec le Conseil d'administration. Depuis 2019, Quadient a recentré son portefeuille d'activités et de solutions pour devenir un *leader* sur chacun des marchés en croissance qu'il dessert. Grâce à plusieurs acquisitions, la Société a renforcé son offre dans toutes ses Solutions. La Société continue également d'investir et d'innover dans ses trois métiers pour renouveler son portefeuille de produits et de solutions. Spécifiquement, pour l'activité Lockers, la Société a mené une réflexion approfondie sur sa stratégie de différenciation et Quadient se positionne désormais comme un acteur capable de proposer aux transporteurs, commerçants et particuliers, des consignes où chacun peut récupérer et déposer des colis. Pour l'activité Digital, la Société a développé le Quadient Hub, une suite complète de solutions SaaS offrant aux clients une véritable plateforme globale qui couvre l'ensemble des besoins pour les communications d'entreprises et l'automatisation des processus financiers. La Société a également travaillé sur sa commercialisation et ses marchés verticaux pour s'adresser à toutes les gammes de clients. Elle a développé une stratégie omnicanale rationalisée pour répondre à de nombreux besoins simultanément plutôt que de résoudre un problème particulier à la fois. Par ailleurs, la Société concentre ses efforts sur le renforcement de sa capacité à gérer le lancement commercial de manière plus rapide, plus efficace et plus coordonnée afin qu'une solution théorique pensée au niveau de l'entreprise puisse être adaptée à un marché régional de manière rapide et efficace. À ce titre, la Société a nommé un responsable produit/marketing pour chaque ensemble de solutions, qui travaille localement avec les commerciaux pour anticiper les besoins des clients et remonter le retour d'expérience dans l'organisation mondiale.

ATTRACTION ET FIDÉLISATION DES PROFILS CLÉS

Description du risque

Le succès à long terme de Quadient repose notamment sur le talent de ses collaborateurs et leur engagement. Le marché du travail mondial pour le personnel qualifié, notamment dans le domaine des nouvelles technologies et du numérique, était déjà tendu avant la pandémie de la Covid-19, mais cette situation a fait évoluer les attentes des salariés vis-à-vis de l'entreprise pour laquelle ils travaillent. Plus que jamais, les salariés recherchent une entreprise offrant une bonne flexibilité au travail grâce au travail à distance, un environnement de travail inclusif et diversifié, un développement personnel favorable et une rémunération équitable. La stratégie de Quadient se concentre sur le développement de ses trois métiers nécessitant une expertise et des talents qualifiés notamment sur les nouvelles technologies et les compétences numériques. Ne pas réussir à attirer, développer et retenir les talents dans ces domaines pourrait avoir un impact sur la Société, car cela pourrait limiter la capacité de l'organisation à exécuter sa stratégie et son développement afin de soutenir sa croissance.

Gestion du risque

Quadient a défini et déployé des politiques et des programmes globaux liés au recrutement, au développement, aux conditions de travail, au bien-être et à la rémunération pour attirer et retenir les talents.

En matière de recrutement de talents, la Société a mis en place la plateforme Career Hub pour publier toutes les opportunités d'emploi proposées par Quadient. Cette plateforme fournit des informations utiles sur l'entreprise telles que ses valeurs fondamentales, ses activités, sa culture, son processus de recrutement ou ses différents programmes liés à l'inclusion et à la diversité, à l'apprentissage et au développement ou son programme de philanthropie, Quadient Cares. Dans ce domaine, la Société a également mis en place un programme de parrainage, qui permet aux collaborateurs de référer des personnes qu'ils connaissent et qui souhaitent rejoindre les équipes de Quadient. Tous les nouveaux embauchés bénéficient d'un programme d'intégration leur permettant de mieux connaître l'Entreprise, ses valeurs, sa stratégie et son organisation.

En plus du Career hub, Quadient a également mis en place une politique de mobilité interne et des programmes de développement personnel et de gestion des carrières. Grâce à Learning Hub, une plateforme d'apprentissage, les employés ont accès à un large catalogue de cours et, avec les programmes de formation en entreprise, offrent des opportunités de développement pour les aider à renforcer leurs compétences et continuer à apprendre et à faire évoluer leur carrière. Quadient dispose d'un processus d'identification des talents et de plan de succession. Après une période au cours de laquelle les collaborateurs ont réussi à démontrer leurs talents, la Société propose aux collaborateurs des parcours de carrière transversaux pour les aider à continuer à réaliser leur plein potentiel.

Quadient se soucie de la santé, de la sécurité et du bien-être de ses employés. À cet égard, la Société a développé, avant même la pandémie de Covid-19, sa politique Work From Anywhere, permettant aux salariés occupant un poste compatible avec le télétravail et de gagner en flexibilité et en équilibre vie professionnelle/vie privée. Au-delà de sa politique de santé et de sécurité, un programme d'aide aux employés a été déployé dans toute l'organisation pour soutenir les employés avec tout problème professionnel ou personnel, y compris des conseils professionnels à court terme, et les mettre en contact avec des ressources locales pour les aider à gérer leurs besoins émotionnels, pratiques ou physiques. Enfin, la Société a mis en place une politique d'inclusion et d'appartenance pour créer un lieu inclusif où chacun sent qu'il peut être respecté, s'épanouir et réussir, indépendamment de son origine ethnique, de son sexe, de son orientation sexuelle ou de toute autre dimension pouvant être utilisée à des fins de discrimination.

En matière de reconnaissance des salariés, la politique de rémunération globale de l'Entreprise fait l'objet d'une revue annuelle avec l'appui de cabinets spécialisés et de références externes afin d'assurer la compétitivité avec le marché du travail local. Chaque année, la Société organise une campagne d'augmentation au mérite et de versement de primes basée sur les performances annuelles individuelles et de la Société. En outre, il existe d'autres régimes d'avantages et de rémunération pour les employés, tels que des régimes d'assurance ou des régimes de participation aux bénéfices et d'intéressement à long terme.

Enfin, Quadient lance chaque année une enquête d'engagement auprès de tous les employés afin de mesurer leur niveau d'engagement et d'obtenir leurs commentaires sur les domaines où l'Entreprise devrait s'améliorer. Des plans d'action au niveau du Groupe, mais aussi au niveau de chaque département sont conçus et exécutés dans ce cadre.

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Description du risque

L'augmentation de la fréquence et de la gravité des phénomènes météorologiques extrêmes, ainsi que l'augmentation des températures moyennes et du niveau de la mer due au climat régional, ont conduit le public à attendre de plus en plus d'actions en matière de changement climatique. Les consommateurs et les investisseurs font pression sur les entreprises pour qu'elles divulguent la manière dont elles seront affectées par le changement climatique. En 2024, Quadient a mené une analyse pour évaluer les principaux risques et opportunités liés au changement climatique, qu'il s'agisse de risques physiques ou de risques de transition susceptibles d'affecter l'Entreprise. Les risques physiques ont été évalués sur la base des voies de concentration représentatives suivantes du GIEC :

- RCP 2.6 (augmentation de la température de + 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle d'ici la fin du siècle) ;
- RCP 4.5 (augmentation de la température de + 2 à 3 °C par rapport à l'ère préindustrielle d'ici la fin du siècle) ;
- RCP 8.5 (augmentation de la température de + 4 °C par rapport à l'ère préindustrielle d'ici la fin du siècle).

Différents horizons temporels (2030, 2050 et 2100) et la chaîne de valeur de l'Entreprise (chaîne de valeur en amont, opérations propres de Quadient et chaîne de valeur en aval) ont également été pris en compte dans cette évaluation.

Dans le cadre du scénario RCP 2.6, les activités de Quadient seraient exposées à un risque moyen de cyclones et de cyclones extratropicaux. Selon le scénario RCP 8.5, l'Entreprise serait également exposée d'ici à 2050 à un risque moyen de précipitations entraînant des inondations soudaines qui endommageraient ses infrastructures, retarderaient la production et les livraisons et perturberaient ses activités. Les principaux fournisseurs de Quadient seraient fortement exposés aux précipitations, aux crues soudaines et au stress thermique dans le cadre du scénario RCP 2.6 et fortement à très fortement exposés aux mêmes risques dans le cadre du scénario RCP 8.5 d'ici à 2050. Les risques liés à la transition découlent de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Ils peuvent être classés en trois catégories : politique et juridique, technologie, marché et réputation. À court terme (2027), le risque de transition climatique est jugé faible à moyen pour les risques liés à la politique et à la législation, tels que la tarification des émissions de gaz à effet de serre, les obligations plus strictes en matière de rapports sur le climat, les obligations en matière d'efficacité énergétique et l'importance accrue accordée à l'économie circulaire et à la gestion des déchets. Les risques de transition du marché liés à la demande des clients pour des produits et des services plus durables ainsi qu'à l'augmentation des coûts des matières premières essentielles et des matériaux durables sont également considérés comme des risques moyens à court terme. À moyen terme (2030) et à long terme (2050), Quadient pourrait être

affectée par les mêmes risques avec un niveau d'impact moyen à élevé. Les risques physiques et de transition liés au changement climatique auxquels l'Entreprise est exposée pourraient entraîner à moyen et à long terme une perturbation de ses activités, une augmentation de ses coûts opérationnels et la perte de marchés et de clients.

Gestion du risque

Quadient s'est fixé des objectifs ambitieux pour réduire son empreinte carbone entre 2018 et 2030. Sur les scopes 1 et 2, l'objectif de la Société est de réduire de 64 % ses émissions d'ici 2030 par rapport à 2018 et sur le scope 3, le Groupe vise à réduire ses émissions de 30 % d'ici 2030 par rapport à 2018. Quadient s'est également engagé à atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050 au plus tard. Ces objectifs ont été approuvés par le SBTi en janvier 2025, confirmant l'engagement de Quadient à limiter l'impact de ses activités et solutions sur l'environnement. Pour ce faire, Quadient a initié un plan de décarbonisation afin de réduire les émissions liées à ses activités et à ses solutions. Plusieurs leviers de décarbonisation ont été identifiés contribuant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ces leviers sont classés en quatre catégories principales pour traiter les émissions liées à la consommation d'énergie de l'entreprise, aux véhicules utilisés par l'Entreprise, au transport de marchandises et aux produits et solutions durables. En parallèle, Quadient a commencé à évaluer les besoins d'adaptation des sites potentiellement exposés aux risques climatiques physiques et développera une stratégie pour compenser les émissions résiduelles qui ne peuvent être éliminées par ses efforts de décarbonisation.

APPROVISIONNEMENT DURABLE ET FIN DE VIE DES PRODUITS

Description du risque

Quadient a besoin de composants électroniques, de pièces électromécaniques et de matières premières telles que l'acier et le plastique pour fabriquer les équipements liés au courrier et les consignes colis que la Société met sur le marché. L'approvisionnement de ces matériaux, pièces et composants pourrait devenir un défi important et avoir un impact sur la capacité de l'entreprise à répondre à la demande du marché. Les principaux risques comprennent l'incapacité à obtenir les matières premières clés, telles que les éléments de terre rare nécessaires à la production de composants électroniques et de pièces électromécaniques, l'évolution de la technologie ou la capacité des fournisseurs à répondre aux besoins de Quadient et aux exigences de conformité avec les réglementations environnementales de plus en plus strictes. Les producteurs d'équipements électroniques et électriques sont également soumis à la responsabilité élargie des producteurs. Cela signifie pour Quadient que l'Entreprise est notamment responsable de la gestion de la fin de vie de tous les produits physiques qu'elle a mis sur le marché. Ces risques pourraient entraîner une pénurie de production et une perturbation de la chaîne d'approvisionnement, une augmentation des coûts opérationnels et une atteinte à la réputation de l'Entreprise.

Gestion du risque

Quadient a mis en œuvre une politique de conception durable et de fabrication responsable pour concevoir des produits durables. L'Entreprise a également mis en œuvre les principes de l'économie circulaire pour reprendre les produits en fin de contrat ou en fin de vie afin d'augmenter la réutilisation des composants et des pièces au lieu d'acheter uniquement des pièces et des composants neufs. Enfin, Quadient a mis en œuvre le remanufacturing de ses équipements liés au courrier et a initié la remise en état d'une partie de ses consignes colis. Des informations supplémentaires sur ces principes et actions sont disponibles au chapitre 5.2.2 Utilisation des ressources et économie circulaire du Document d'enregistrement universel 2024 de Quadient.

Risques liés à la finance, aux évolutions réglementaires, à l'éthique et au juridique

ÉVOLUTION DE LA LÉGISLATION ET DE LA RÉGLEMENTATION

Description du risque

Quadient opère dans 26 pays qui peuvent avoir des lois et des réglementations spécifiques susceptibles d'affecter les opérations et les solutions de la Société. En 2024, elle a été soumise à des nouvelles directives de plus en plus stricte en Europe liée au développement durable avec l'entrée en vigueur du règlement CSRD et d'autres directives européennes telles que la directive sur la diligence raisonnable en matière de développement durable des entreprises ou le règlement sur l'éco-conception des produits durables. Bien que la Commission européenne ait décidé de simplifier et de rationaliser ces réglementations européennes sur la durabilité, la directive Omnibus n'entrera pas en vigueur avant 2026 et n'affectera pas Quadient qui sera toujours soumis à ces nouvelles réglementations sur la durabilité en Europe. Dans le domaine de la cybersécurité, Quadient est soumis à plusieurs nouvelles réglementations qui sont également entrées en vigueur en 2024 ou sont devenues applicables cette année. Par exemple, la loi sur l'IA est entrée en vigueur en août 2024, la directive européenne NIS2 est applicable depuis octobre 2024, la loi européenne sur la résilience opérationnelle numérique (DORA) est applicable depuis janvier 2025. Enfin, très récemment, une série d'ordres exécutifs, en provenance des États-Unis, visant à renforcer les mesures de protectionnisme et des tarifs douaniers est entrée en vigueur et devrait affecter l'Entreprise.

Gestion du risque

En ce qui concerne les réglementations en matière de développement durable, Quadient a mis en place une stratégie et un plan de développement durable pour se conformer à ces nouvelles réglementations. Cela commence par la conformité avec le règlement CSRD qui consiste à identifier les impacts, les risques et les opportunités les plus importants en matière de développement durable affectant l'Entreprise, à assurer la conformité avec les normes européennes de rapport sur le développement durable (ESRS) et à divulguer les informations requises en conséquence. La conformité aux autres directives de l'UE sur le développement durable est couverte par le programme et les processus de développement durable de l'Entreprise qui traitent de l'éco-conception et des obligations de diligence raisonnable. En ce qui concerne la cybersécurité, Quadient a également développé des programmes pour se conformer aux directives DORA et NIS 2 ainsi qu'à la loi sur l'intelligence artificielle. En ce qui concerne les décrets américains relatifs au protectionnisme et aux droits de douane, l'Entreprise a défini et commencé à mettre en œuvre les mesures décrites dans le risque lié aux questions macroéconomiques et au contexte géopolitique.

CONDUITE DES AFFAIRES

Description du risque

En tant qu'entreprise internationale comptant plus de 4 700 employés et présente dans 26 pays, Quadient ne peut exclure de potentielles violations de son engagement à mener ses activités de manière éthique et responsable. La Société peut être exposée à des comportements inappropriés de la part de certains de ses salariés ou de tiers au regard des règles éthiques, du respect des Droits de l'homme ou encore de la fraude et de la corruption. Le non-respect des règles d'éthique des affaires et des lois et réglementations telles que la lutte contre la corruption ou la lutte contre le blanchiment d'argent peut exposer la Société à des poursuites de la part de son personnel, de ses partenaires ou des autorités impactant sa crédibilité globale en tant qu'entreprise responsable et partenaire de confiance pour l'ensemble de ses parties prenantes.

Gestion du risque

Quadient s'engage à mener ses activités de manière responsable et avec intégrité. À cet égard, la Société est signataire du Pacte mondial des Nations unies qui vise à aligner les entreprises sur les principes des droits de l'homme, du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption. L'Entreprise a défini un Code d'éthique, qui est communiqué à tous les employés, lesquels doivent suivre un cours de formation et signer un formulaire pour l'approuver. Des politiques globales ont été conçues pour compléter la position de l'Entreprise définie dans le Code d'éthique et servent également de référence et de normes internes en ce qui concerne les règles de l'Entreprise. Outre le Code d'éthique, les employés sont tenus de suivre une formation sur la lutte contre la corruption, la sécurité de l'information, la confidentialité des données, la santé et la sécurité, le harcèlement et l'intimidation, ainsi que l'inclusion et l'appartenance.

CONFIDENTIALITÉ DES DONNÉES

Description du risque

Dans le cadre de ses activités, en tant que responsable du traitement des données, l'Entreprise collecte, traite et transfère diverses données relatives aux employés, y compris des données à caractère personnel. Quadient agit également en tant que processeur de données lorsqu'elle collecte et traite des données personnelles appartenant à ses clients qui utilisent les solutions proposées par la Société. Au-delà de la réglementation GDPR dans l'Union européenne, les lois et réglementations relatives à la protection des données personnelles se multiplient dans d'autres pays où la Société exerce ses activités, comme les États-Unis (CCPA), le Canada et le Brésil. Le non-respect des obligations légales ou contractuelles ainsi que les pertes, vols, altérations, destructions ou divulgations de données confidentielles ou personnelles pourraient avoir des conséquences néfastes pour la Société et entraîner des amendes importantes, des frais de contentieux et porter atteinte à la réputation de Quadient.

Gestion du risque

Quadient a mis en place des politiques globales sur la confidentialité des données et la sécurité des informations. Ces politiques prévoient les mesures de contrôle prises par la Société pour limiter tout risque de fraude, de perte, de vol ou de corruption des données, y compris les données personnelles. Tous les employés sont tenus de suivre les cours de formation obligatoires liés aux politiques mondiales de confidentialité des données et de sécurité de l'information. En termes d'organisation et

de gouvernance, Quadient a nommé un délégué à la protection des données (Data Privacy Officer - DPO) qui fait partie du Comité exécutif et a accès au Conseil d'administration. Le DPO est épaulé par son DPO adjoint, en charge de piloter les programmes de conformité à la protection des données pour la Société. Le DPO adjoint coordonne également les DPO régionaux affectés dans chaque région. Leur rôle est de s'assurer que les mesures et processus de contrôle définis sont appliqués dans l'ensemble de l'entreprise. Entre autres choses, ils évaluent les risques pour la vie privée, définissent et maintiennent le registre du traitement des données, répondent aux demandes d'accès aux données (DSAR), effectuent des évaluations d'impact sur la vie privée (PIA) et des évaluations d'impact sur la protection des données (DPIA), établissent un accord de traitement de données avec les fournisseurs et les sous-traitants, et gèrent les incidents de confidentialité des données et les violations de données. Le délégué à la protection des données préside le data council de la Société qui se tient chaque trimestre. Le rôle de ce comité est de superviser la politique de confidentialité des données, l'évaluation des risques, le programme de conformité, les incidents de sécurité impliquant des problèmes de données et les résultats des audits. Les membres de ce comité sont le directeur digital, le directeur marketing, le vice-président de l'expérience employé, le vice-président RSE & conformité, le vice-président du contrôle interne et de l'audit interne, le directeur de la sécurité de l'information et le responsable adjoint à la protection des données. Dans le cadre de son programme de conformité à la confidentialité des données, Quadient a obtenu la certification ISO 27701 pour ses opérations au Royaume-Uni et ses activités de développement de logiciels de facturation.

ÉVOLUTION DE LA RÉGLEMENTATION FISCALE MONDIALE

Description du risque

En tant qu'entreprise internationale, Quadient exerce ses activités dans de nombreux pays et est donc soumise à de multiples réglementations fiscales. La conformité fiscale fait référence au degré avec lequel la Société interprète et respecte ou non les règles fiscales applicables d'un pays donné en déclarant ses revenus, en produisant une déclaration et en payant l'impôt dû en temps opportun. L'évolution et la complexité de la réglementation fiscale et de son interprétation peuvent conduire à des désaccords avec les autorités fiscales des pays où le Groupe opère, entraînant le paiement de frais de retard, d'intérêts, d'amendes et de pénalités.

Gestion du risque

Quadient s'engage à respecter la réglementation fiscale en vigueur dans les pays dans lesquels elle opère, en cohérence avec sa politique de lutte contre la facilitation de l'évasion fiscale et les principes du Code d'éthique relatifs à l'intégrité des affaires. La direction de la fiscalité, appuyée par la direction financière et le cas échéant par des cabinets de conseil, réalise une revue fiscale au moins une fois par an au sein de chaque entité du Groupe. Dans le cadre de leurs activités courantes en France et à l'étranger, les entités de Quadient font régulièrement l'objet de contrôles fiscaux. Les redressements fiscaux ou les positions fiscales incertaines ne faisant pas encore l'objet d'un redressement font l'objet de provisions appropriées dont le montant est revu régulièrement. Les équipes juridiques, fiscales et de conformité veillent au respect des cadres juridiques applicables dans les pays où la Société exerce ses activités.

1.7 Perspectives

1.7.1 GUIDANCES 2025

La performance du premier semestre 2025 a mis en évidence la dynamique solide des activités Digital et Lockers, qui compense la performance temporairement plus faible de l'activité Mail aux États-Unis, avec un résultat opérationnel courant stable.

Pour le second semestre, le chiffre d'affaires de Quadient devrait s'améliorer par rapport au premier semestre 2025, soutenu par :

- la poursuite de la forte dynamique de Digital et Lockers ;
- un rebond de l'activité Mail aux États-Unis, bien que moins marqué qu'initialement prévu.

La rentabilité devrait continuer à progresser au second semestre par rapport au premier semestre 2025, grâce à :

- une forte amélioration de la contribution de Digital et Lockers ;

- une marge EBITDA de l'activité Mail qui devrait rester à un niveau élevé, grâce à la poursuite de l'adaptation des coûts et malgré l'impact des droits de douane américains.

En conséquence, et en prenant en compte les incertitudes liées au contexte macroéconomique mondial :

- **le chiffre d'affaires 2025 devrait désormais enregistrer un léger recul organique⁽¹⁾ ;**
- **le résultat opérationnel courant 2025 est attendu dans une fourchette allant de stable à un léger recul organique⁽¹⁾.**

1.7.2 Trajectoire moyen terme

Toutes les ambitions financières 2030 sont confirmées.

Les ambitions de Quadient à l'horizon de 2030 consistent à viser un chiffre d'affaires total de plus de 1,3 milliard d'euros, dont plus de 1 milliard d'euros issu des revenus liés aux souscriptions (soit une progression de plus de 250 millions d'euros par rapport à 2023), ainsi qu'un EBIT courant d'environ 250 millions d'euros (soit une augmentation de l'ordre de 100 millions d'euros par rapport à 2023).

Par solution, les ambitions de Quadient pour 2030 sont les suivantes :

- Digital : chiffre d'affaires supérieur à 500 millions d'euros, avec plus de 90 % de revenus liés aux abonnements, et une marge EBITDA d'environ 30 % ;
- Mail : chiffre d'affaires d'environ 600 millions d'euros, dont plus de 65 % liés aux abonnements, et marge EBITDA comprise entre 20 % et 25 % ;
- Lockers : base installée de plus de 40 000 lockers, chiffre d'affaires supérieur à 200 millions d'euros et marge EBITDA d'environ 20 %.

Les objectifs de marge d'EBITDA 2026 pour les trois solutions sont confirmés :

- Digital : marge d'EBITDA > 20 % ;
- Mail : marge d'EBITDA > 25 % ;
- Lockers : marge d'EBITDA > 10 %.

Sur la base des résultats 2024 et des perspectives 2025 mises à jour, les autres indications qui relevaient de la trajectoire 2023-26 précédente sont suspendues, à savoir : TCAC organique du chiffre d'affaires > 1,5 %, TCAC organique de l'EBIT actuel > 3 %, TCAC organique du chiffre d'affaires Digital env. 10 %, TCAC organique du chiffre d'affaires Mail env. - 3 %, TCAC organique du chiffre d'affaires des Lockers > 10 %.

Les perspectives financières pour 2026 seront communiquées lors de la publication des résultats 2025 en mars 2026.

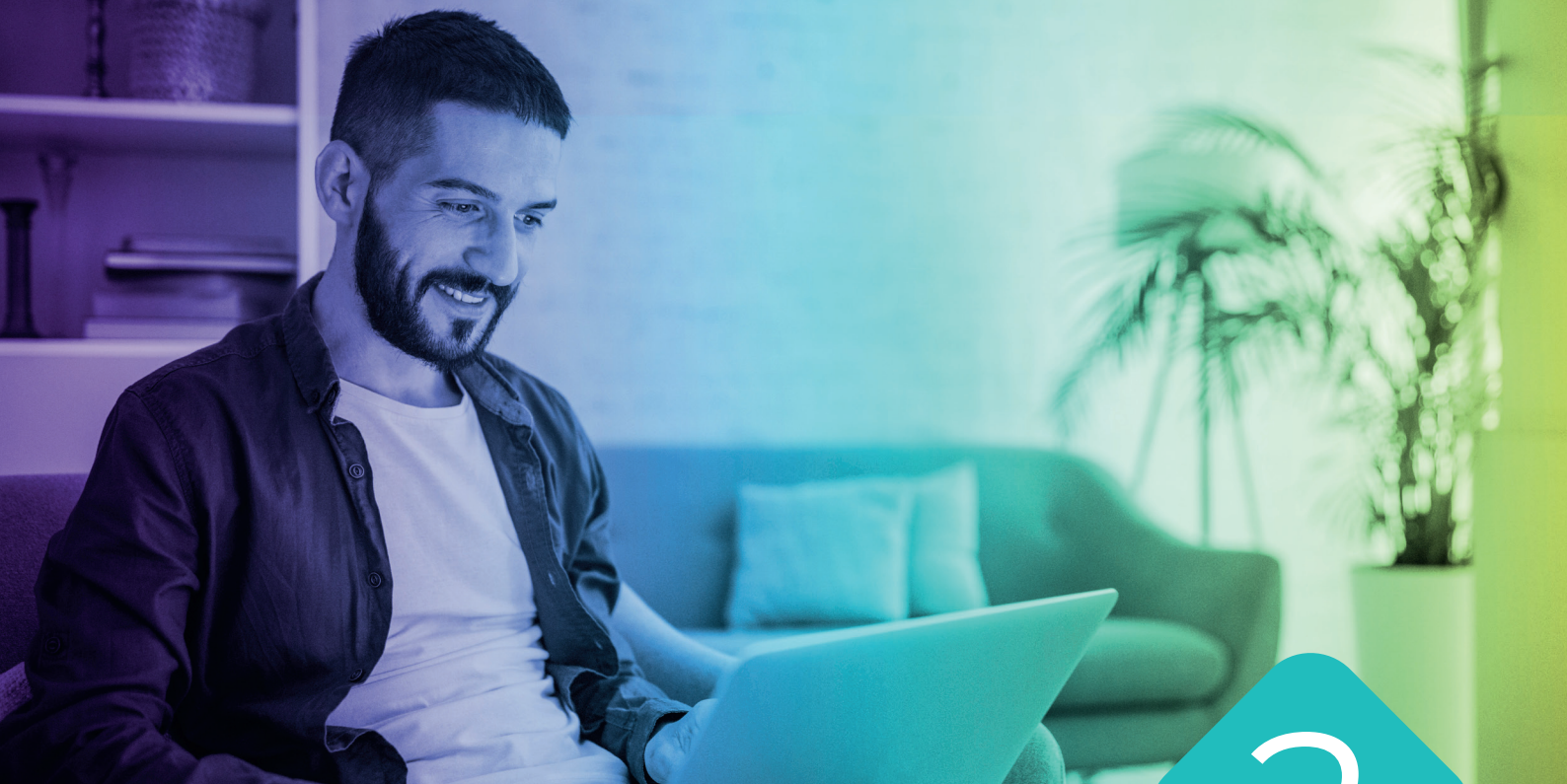
1.7.3 RSE

En matière environnementale, l'entreprise cherche à réduire son impact sur la planète avec une stratégie climat ambitieuse visant à atteindre zéro émission nette d'ici 2050, impliquant la décarbonation de ses applications tout au long de leur cycle de vie, mais aussi des processus de fabrication responsables et le recyclage des équipements et pièces détachées.

Les objectifs fixés pour 2026 incluent : au moins 50 % des équipements Mail placés issus du remanufacturing et le recyclage d'au moins 90 % des déchets industriels de la Société.

Pour ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre, l'objectif de réduction des scopes 1 et 2 était initialement fixé à 50 % en 2030 par rapport à 2018. Compte tenu du niveau de réduction de 55 % atteint en 2023, Quadient vise désormais une baisse de 64 % par rapport à 2018, en ligne avec les objectifs du SBTi, avec une étape intermédiaire de baisse de 59 % fixée pour 2026 (objectifs en cours d'approbation par SBTi). L'objectif de réduction du scope 3 à horizon 2030 est maintenu à 30 % par rapport à 2018.

(1) La précédente guidance 2025 prévoyait une accélération de la croissance organique à la fois pour le chiffre d'affaires et l'EBIT courant par rapport aux taux de croissance de 2024 (croissance organique du chiffre d'affaires de + 0,4 % et croissance organique de l'EBIT courant de + 2,2 % pour l'exercice 2024).



COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS AU 31 JUILLET 2025

2.1	ÉTATS CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE	22	2.3	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE	54
2.2	NOTES SUR LES COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS	29			

2.1 États consolidés semestriels résumés de la situation financière

■ ACTIFS CONSOLIDÉS

(En millions d'euros)

	Notes	31 juillet 2025	31 janvier 2025
Écarts d'acquisition – net	(4-1)	1 100,7	1 130,6
Immobilisations incorporelles			
Montant brut	(4-2)	628,0	634,9
Amortissements	(4-2)	(514,3)	(515,8)
		113,7	119,1
Immobilisations corporelles			
Montant brut	(4-3)	681,4	706,9
Amortissements	(4-3)	(547,7)	(563,9)
		133,7	143,0
Droit d'utilisation des actifs loués			
Montant brut	(7)	97,0	122,7
Amortissements	(7)	(70,6)	(95,8)
		26,4	26,9
Actifs financiers non courants			
Titres mis en équivalence		11,5	11,0
Instruments financiers dérivés actifs non courants	(11)	1,6	2,6
Autres actifs financiers non courants	(4-4)	47,2	51,6
		60,3	65,2
Créances à long terme sur crédit-bail – net	(5-2)	341,5	376,1
Autres créances à long terme – net		1,2	1,7
Impôts différés actifs	(12-2)	31,9	38,3
Total actifs non courants		1 809,4	1 900,9
Stocks et en-cours – net	(5-5)	78,3	74,9
Créances – net			
Clients et comptes rattachés – net	(5-2)	177,4	240,3
Créances à court terme sur crédit-bail – net	(5-2)	214,6	246,9
Créances d'impôt		21,2	22,2
Créances diverses – net		9,8	12,6
		423,0	522,0
Charges constatées d'avance		46,6	44,0
Actifs financiers courants		0,1	0,1
Instruments financiers dérivés actifs courants	(11)	2,5	1,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Placements à court terme		0,0	0,0
Banques et caisses		123,4	366,7
		123,4	366,7
Total actifs courants		673,9	1 009,2
TOTAL ACTIFS		2 483,3	2 910,1

Les notes qui suivent font partie intégrante des comptes consolidés.

■ PASSIFS CONSOLIDÉS

(En millions d'euros)

	Notes	31 juillet 2025	31 janvier 2025
Capitaux propres			
Capital social		34,5	34,5
Primes liées au capital		51,4	51,4
Réserves et report à nouveau		990,8	944,6
Différence de conversion		(11,5)	32,2
Actions propres		(17,3)	(17,1)
Résultat net de l'ensemble consolidé		21,2	67,4
Total capitaux propres de l'ensemble consolidé		1 069,1	1 113,0
Attribuable :			
• aux propriétaires de la société mère		1 057,9	1 102,2
• aux participations ne donnant pas le contrôle		11,2	10,8
Dettes financières non courantes	(11-2)	720,6	722,0
Obligations locatives non courantes	(7)	20,1	24,0
Provisions non courantes	(10-1)	12,7	12,2
Instruments financiers dérivés passifs non courants	(11)	0,2	0,3
Autres dettes non courantes		2,8	3,0
Impôts différés passifs	(12-2)	91,2	100,5
Total passifs non courants		847,6	862,0
Dettes d'exploitation			
Fournisseurs		81,2	104,4
Autres dettes d'exploitation	(5-6)	167,5	177,1
Dettes fiscales		37,2	55,9
Provisions courantes	(10-1)	4,4	8,8
Produits constatés d'avance		179,1	222,5
		469,4	568,7
Instruments financiers dérivés passifs courants	(11)	2,8	4,9
Obligations locatives courantes	(7)	14,0	14,3
Dettes financières			
Part à court terme des emprunts et dettes assimilées	(11-2)	36,1	312,2
Emprunts à court terme et découverts bancaires	(11-2)	44,3	35,0
		80,4	347,2
Total passifs courants		566,6	935,1
TOTAL PASSIFS		2 483,3	2 910,1

Les notes qui suivent font partie intégrante des comptes consolidés.

■ COMPTES DE RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(En millions d'euros)

	Notes	31 juillet 2025	31 juillet 2024
Chiffre d'affaires	(5-1)	517,0	534,0
Charges opérationnelles courantes			
Coûts des ventes		(132,1)	(134,9)
Frais de recherche et développement		(29,3)	(31,4)
Frais commerciaux		(138,8)	(142,6)
Frais administratifs et généraux		(91,2)	(96,6)
Frais de maintenance et autres charges		(58,7)	(57,9)
Intéressement, paiements en actions		(4,5)	(5,2)
Charges liées aux acquisitions	(5-7)	(2,7)	(4,2)
Total des charges opérationnelles courantes		(457,3)	(472,8)
Résultat opérationnel courant	(5-3)	59,7	61,2
Charges (nettes des reprises) pour optimisation des structures	(5-8)	(2,3)	(8,4)
Résultat des cessions d'immobilisations		(0,0)	(0,1)
Autres charges et produits opérationnels non courants	(5-9)	(0,3)	(7,8)
Résultat opérationnel		57,1	44,9
Intérêts financiers sur emprunts		(20,4)	(20,3)
Intérêts financiers sur obligations locatives	(7)	(0,7)	(0,7)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		0,6	1,1
Coût de l'endettement financier net		(20,5)	(19,9)
Pertes de change		(5,7)	(9,0)
Gains de change		5,8	6,7
Résultat de change net		0,1	(2,3)
Autres produits financiers		0,6	1,0
Autres charges financières		(0,2)	-
Résultat avant impôt		37,1	23,7
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		0,4	0,3
Impôts sur les bénéfices	(12-1)	(16,3)	1,7
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES		21,2	25,7
Résultat net des activités abandonnées		-	(1,2)
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		21,2	24,5
Attribuable :			
• aux propriétaires de la société mère		20,6	24,0
• aux participations ne donnant pas le contrôle		0,6	0,5
Résultat de base par action (en euros)	(13)	0,60	0,71
Résultat dilué par action (en euros)	(13)	0,59	0,70
Résultat de base des activités poursuivies (en euros)	(13)	0,60	0,74
Résultat dilué par action des activités poursuivies (en euros)	(13)	0,59	0,73

Les notes qui suivent font partie intégrante des comptes consolidés.

■ SITUATION DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

(En millions d'euros)

	31 juillet 2025	31 juillet 2024
Résultat de la période	21,2	24,5
Écarts actuariels reconnus en capitaux propres	(0,4)	0,5
Impôts différés sur écarts actuariels reconnus en capitaux propres	(0,0)	(0,2)
Sous-total des éléments ne pouvant pas faire l'objet d'un reclassement en résultat	(0,4)	0,4
Variation de la juste valeur des instruments de couverture	(1,0)	0,6
Impôts différés sur la variation de juste valeur des instruments de couverture	0,3	(0,1)
Différence de conversion	(43,7)	(5,0)
Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat	(44,4)	(4,6)
TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL POUR LA PÉRIODE	(23,6)	20,3
Attribuable :		
• aux propriétaires de la société mère	(24,2)	19,8
• aux participations ne donnant pas le contrôle	0,6	0,5

Les notes qui suivent font partie intégrante des comptes consolidés.

■ ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(En millions d'euros)	Notes	31 juillet 2025	31 juillet 2024 - Retraité *
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère		20,6	24,0
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		0,6	0,5
Charges et (produits) sans effet sur la trésorerie ou avec effet sous la trésorerie des activités opérationnelles	(8-1)	45,4	57,3
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence (net des dividendes reçus)		(0,4)	(0,3)
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	(12-1)	16,3	(1,7)
Coût de l'endettement financier net		20,5	19,9
Capacité d'autofinancement		103,0	99,8
Variation du besoin en fonds de roulement	(8-2)	(42,0)	(18,9)
(Augmentation) diminution des créances de crédit-bail		24,4	6,3
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation		85,4	87,2
Intérêts payés		(27,0)	(21,2)
Intérêts payés liés aux obligations locatives		(0,7)	(0,7)
Impôts sur les bénéfices payés		(23,5)	(16,2)
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles (A)		34,1	49,1
Investissements en immobilisations corporelles	(4-3)	(22,5)	(26,8)
Investissements en immobilisations incorporelles	(4-2)	(19,9)	(17,7)
Incidence des variations de périmètre	(8-3)	(4,3)	(8,5)
Sous-total investissements		(46,7)	(52,9)
Cessions d'immobilisations		0,0	0,0
Produit des participations		(0,6)	0,7
Remboursement de prêts et autres avances long terme		0,3	(0,7)
Flux de trésorerie nets des activités d'investissements (B)		(47,0)	(52,9)
Rachat d'actions propres – contrat de liquidité		(0,2)	(4,2)
Nouveaux emprunts et dettes assimilées à moyen et long terme	(8-5)	50,8	164,2
Remboursement d'emprunts	(8-5)	(296,1)	(86,7)
Remboursement de dette sur obligations locatives	(7)	(8,1)	(9,2)
Autres flux de financement		-	(2,4)
Flux de trésorerie nets provenant des opérations de financement (C)		(253,6)	61,7
Trésorerie des activités abandonnées (D)		-	2,4
Incidence sur la trésorerie de la variation des taux de change (E)		13,9	(0,1)
Variation de la trésorerie nette (A) + (B) + (C) + (D) + (E)		(252,6)	60,2
Trésorerie nette à l'ouverture		331,7	112,5
Trésorerie nette à la clôture		79,1	172,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie		123,4	194,1
Découverts bancaires		(44,3)	(21,4)
TRÉSORERIE NETTE À LA CLÔTURE		79,1	172,7

Les notes qui suivent font partie intégrante des comptes consolidés.

* La présentation de la ligne « remboursement de dette sur obligations locatives » du 31 juillet 2024 a été retraitée afin d'être comparable à celle du 31 juillet 2025 pour ne refléter que les flux de paiement effectifs liés aux dettes locatives, sans incidence sur la variation de trésorerie nette du premier semestre 2024 publiée historiquement.

■ ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(En millions d'euros)	Valeur nominale	Nombre d'actions	Capital social ^(a)	Primes liées au capital ^(a)	Réserves report à nouveau et résultat	Actions propres	Différence de conversion	Total
Capitaux propres consolidés au 31 janvier 2025	1 EUR	34 468 912	34,5	51,4	1 012,0	(17,1)	32,2	1 113,0
Attribuables :								
• aux propriétaires de la société mère								1 102,2
• aux participations ne donnant pas le contrôle								10,8
Variations 1^{er} semestre 2025								
Résultat de la période	-	-	-	-	21,2	-	-	21,2
Éléments ne pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat	-	-	-	-	(0,4)	-	-	(0,4)
Éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat	-	-	-	-	(0,7)	-	(43,7)	(44,4)
Résultat global du 1^{er} semestre 2025	-	-	-	-	20,1	-	(43,7)	(23,6)
Variation actions propres – contrat de liquidité	-	-	-	-	(0,1)	(0,2)	-	(0,3)
Dividendes 2024	-	-	-	-	(23,6)	-	-	(23,6)
Palements en actions	-	-	-	-	1,8	-	-	1,8
Autres	-	-	-	-	1,7	-	-	1,7
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31 JUILLET 2025	1 EUR	34 468 912	34,5	51,4	1 011,9	(17,3)	(11,4)	1 069,1
Attribuables :								
• aux propriétaires de la société mère								1 057,9
• aux participations ne donnant pas le contrôle								11,2

Les notes qui suivent font partie intégrante des comptes consolidés.

^(a) Le capital émis est totalement libéré. Les primes liées au capital regroupent les primes d'émission et de conversion.

(En millions d'euros)	Valeur nominale	Nombre d'actions	Capital social ^(a)	Primes liées au capital ^(a)	Réserves report à nouveau et résultat	Actions propres	Différence de conversion	Total
Capitaux propres consolidés au 31 janvier 2024	1 EUR	34 468 912	34,5	51,4	963,8	(3,1)	22,4	1 069,0
Attribuables :								
• aux propriétaires de la société mère								1 059,4
• aux participations ne donnant pas le contrôle								9,6
Variations 1^{er} semestre 2024								
Résultat de la période		-	-	-	24,5	-	-	24,5
Éléments ne pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat		-	-	-	0,4	-	-	0,4
Éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat		-	-	-	0,4	-	(5,0)	(4,6)
Résultat global du 1^{er} semestre 2024		-	-	-	25,3	-	(5,0)	20,3
Variation actions propres – contrat de liquidité		-	-	-	(0,0)	(4,2)	-	(4,2)
Dividendes 2023		-	-	-	(22,2)	-	-	(22,2)
Paievements en actions		-	-	-	2,3	-	-	2,3
Autres		-	-	-	(0,9)	-	-	(0,9)
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31 JUILLET 2024	1 EUR	34 468 912	34,5	51,4	968,4	(7,3)	17,4	1 064,4
Attribuables :								
• aux propriétaires de la société mère								1 054,3
• aux participations ne donnant pas le contrôle								10,1

Les notes qui suivent font partie intégrante des comptes consolidés.

^(a) Le capital émis est totalement libéré. Les primes liées au capital regroupent les primes d'émission et de conversion.

2.2 Notes sur les comptes semestriels consolidés résumés

Les états financiers semestriels consolidés ont été arrêtés le 23 septembre 2025 par le Conseil d'administration.

Sauf indication contraire, tous les montants indiqués ci-après sont exprimés en millions d'euros, arrondis avec un chiffre après la virgule. Par conséquent, la somme des montants arrondis peut présenter des écarts non significatifs par rapport au total reporté.

Sommaire

NOTE 1	Présentation du groupe Quadient et des comptes consolidés	30
NOTE 2	Principes comptables	31
NOTE 3	Périmètre et principes de consolidation	31
NOTE 4	Immobilisations incorporelles, immobilisations corporelles et autres actifs non courants	32
NOTE 5	Données opérationnelles	34
NOTE 6	Information sectorielle	38
NOTE 7	Droits d'utilisation et obligations locatives	40
NOTE 8	Détail des flux de trésorerie	41
NOTE 9	Effectifs et avantages au personnel	42
NOTE 10	Autres provisions, passifs éventuels et autres dettes non courantes	43
NOTE 11	Instruments financiers, dettes financières et gestion des risques	44
NOTE 12	Situation fiscale	51
NOTE 13	Résultat par action	53
NOTE 14	Événements postérieurs à la clôture	53

Note 1 Présentation du groupe Quadient et des comptes consolidés

Quadient est à l'origine des expériences client les plus significatives.

En se concentrant sur trois grands domaines d'activité que sont les solutions *cloud* de gestion des communications clients, d'automatisation des comptes clients et des comptes fournisseurs (DIGITAL), les solutions liées au courrier représentant l'activité historique du Groupe (MAIL) et le réseau de consignes colis automatiques pour le retrait et dépôt sécurisés de colis (LOCKERS), Quadient aide quotidiennement des centaines de milliers d'entreprises à construire des liens durables avec leurs clients et à leur offrir une expérience client d'exception, dans un monde où les interactions se doivent d'être toujours plus connectées, personnelles et mobiles.

Le terme « Quadient S.A. » (Société Anonyme) fait référence à la société mère (hors filiales consolidées), cotée et immatriculée en France, alors que les termes « Quadient » ou « Groupe » font référence à l'ensemble économique constitué de la société mère et de ses filiales consolidées.

L'adresse du siège social de la société mère est 42-46, avenue Aristide-Briand, 92220 Bagneux (France).

L'action Quadient est cotée sur le compartiment B d'Euronext Paris et fait partie du SBF 120.

1-1 : Historique

Le groupe Quadient a été constitué en 1992 par une opération d'acquisition à effet de levier (*Leverage Buy-Out – LBO*) des activités de la division matériel de traitement du courrier du groupe Alcatel.

Une deuxième opération d'acquisition à effet de levier a été réalisée en 1997.

En février 1999, le Groupe est introduit en Bourse à Paris. Depuis cette date, le groupe Quadient a procédé à des acquisitions de taille variable.

En 2002, Quadient a racheté la division courrier du groupe suisse Ascom : Ascom Hasler, alors n° 3 mondial.

En 2012, Quadient a procédé à l'acquisition de GMC Software AG, société mère du groupe GMC Software Technology, *leader* dans le domaine de la Gestion de la communication client.

En 2016, Quadient a acquis Icon Systemhaus GmbH, *leader* allemand des solutions de Gestion de la communication client, principalement présente en Allemagne et en Autriche.

En 2017, Quadient a réalisé la cession de ses filiales de distribution en Indonésie, en Malaisie, à Singapour et en Thaïlande ainsi que sa filiale DMTI Spatial, fournisseur de solutions de Qualité des données géolocalisées acquise en 2013.

En 2018, Quadient a acquis 100 % des titres de la société Parcel Pending Inc., *leader* sur le marché américain des consignes automatiques et principal fournisseur pour les secteurs résidentiel, du commerce et des universités aux États-Unis et au Canada. Également en 2018, Quadient a cédé l'intégralité du capital de sa filiale Quadient Data USA (ex-Satori Software), l'un des *leaders* sur le marché américain des logiciels de gestion de la qualité des adresses postales acquise en 2009.

En 2019, Quadient a cédé Quadient Data Netherlands BV (ex-Human Inference), filiale spécialisée dans le *Master Data Management* acquise en 2012. Quadient a également décidé la fermeture de sa filiale australienne Temando (logiciel dédié au e-commerce) acquise en 2015 pour 55 % puis en 2017 pour les 45 % restants.

Également en 2019, le Groupe a décidé de changer le nom Neopost pour devenir Quadient. Ce choix d'une marque unifiée et moderne a été la concrétisation de la mise en place de la nouvelle organisation du Groupe dans le cadre de la stratégie « *Back to Growth* », passant de sociétés opérant des activités indépendantes à une société unique dotée d'un portefeuille de solutions intégré.

En 2020, Quadient a cédé l'intégralité de Proship Inc., filiale acquise en 2014 dont l'activité était de fournir des solutions logicielles d'expédition multitransporteurs. Quadient a également acquis 100 % des titres de la société YayPay, *leader* dans le domaine de l'automatisation de la gestion du poste client. Enfin, en fin d'exercice, Quadient a cédé sa filiale Quadient Oceania Pty Ltd en Australie.

En 2021, Quadient a acquis la société Beanworks, *leader* dans les solutions SaaS d'automatisation de la gestion des factures fournisseurs. Quadient a également cédé son activité de systèmes d'emballage automatique et de son site de production basé à Drachten, aux Pays-Bas.

En juin 2022, Quadient a cédé ses activités Graphiques situées dans les pays nordiques au *leader* des solutions d'impression, Ricoh. Ces activités consistaient principalement dans la distribution de solutions d'impression et de finition d'impression pour les entreprises en Suède, Norvège, Danemark et Finlande. Également en juin 2022, Quadient a cédé son activité *Shipping* qui comprenait une solution complète de gestion de la logistique et du transport, ainsi que la production, la gestion et la distribution de systèmes de traçabilité RFID.

En septembre 2023, Quadient a acquis 100 % des titres de la société canadienne Daylight Automation Inc., société proposant une solution SaaS (*Software as a Service*) dont la plateforme offre une capacité inégalée d'automatisation intelligente des formulaires et permet aux clients de créer des formulaires techniques rapidement et facilement.

En février 2024, Quadient a racheté Frama, un important fournisseur de solutions de traitement du courrier et de gestion documentaire pour les petites et moyennes entreprises. En octobre 2024, au regard des conclusions de l'investigation menée en Italie depuis la clôture des comptes du premier semestre 2023, le Groupe a cédé l'intégralité de sa filiale de distribution italienne Mail. Enfin, en décembre 2024, Quadient a finalisé l'acquisition de 100% des titres de la société Package Concierge, un fournisseur américain de solutions de gestion des colis.

1-2 : Faits marquants de la période

Acquisition de Serensia

Le 2 juin 2025, Quadient a acquis 95 % des titres de la société Serensia, entreprise française comptant parmi les principales plateformes de facturation électronique immatriculées PDP (Plateforme de Dématérialisation Partenaire) par le gouvernement français. Cette acquisition stratégique renforce la position de Quadient dans le domaine de la conformité numérique et sa capacité à accompagner à la fois ses 150 000 clients européens ainsi que les plus de huit millions d'entreprises impactées en France par l'obligation de passage à la facturation électronique.

Note 2 Principes comptables

2-1 : Référentiel applicable

Les comptes consolidés intermédiaires au 31 juillet 2025 sont établis selon les principes de la norme IAS 34 avec des états financiers résumés complétés par une sélection de notes explicatives.

Les comptes consolidés intermédiaires au 31 juillet 2025 n'incluent pas toutes les informations requises dans les comptes consolidés annuels et doivent être lus avec les comptes consolidés annuels au 31 janvier 2025 publiés le 29 avril 2025.

Les principes comptables utilisés pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires sont identiques à ceux retenus pour la préparation des comptes consolidés au 31 janvier 2025. Ils ont été établis conformément aux normes comptables internationales (normes IFRS : *International Financial Reporting Standards*) émises par l'*International Accounting Standards Board* (IASB). Le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne au 31 juillet 2025 est consultable sur le site Internet de la Commission européenne.

Il n'y a pas eu d'évolutions normatives significatives au cours du 1^{er} semestre 2025.

Les taux de conversion des principales devises du Groupe sont les suivants :

2-2 : Conversion des états financiers établis en monnaies étrangères

La monnaie de fonctionnement de chacune des entités du Groupe est la monnaie de l'environnement économique dans lequel elle opère. Les comptes des filiales étrangères établis en devises locales ont été convertis en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe, au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice pour le bilan et au taux de change moyen de l'exercice pour les éléments du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie.

Les écarts de change résultant de la conversion des éléments en devises sont comptabilisés dans la différence de conversion incluse dans les capitaux propres.

	31 juillet 2025		31 janvier 2025	31 juillet 2024
	Taux de clôture	Taux moyen	Taux de clôture	Taux moyen
Dollar américain (USD)	1,14	1,12	1,04	1,08
Livre britannique (GBP)	0,86	0,85	0,84	0,85
Dollar canadien (CAD)	1,58	1,56	1,50	1,47
Franc suisse (CHF)	0,93	0,94	0,94	0,97
Yen japonais (JPY)	171,52	163,69	160,99	166,45
Couronne norvégienne (NOK)	11,77	11,68	11,74	11,55
Couronne suédoise (SEK)	11,16	11,05	11,47	11,43
Couronne danoise (DKK)	7,46	7,46	7,46	7,46
Dollar australien (AUD)	1,78	1,74	1,67	1,64
Dollar singapourien (SGD)	1,48	1,46	1,41	1,46
Roupie indienne (INR)	100,30	95,97	89,99	89,98
Réal brésilien (BRL)	6,39	6,33	6,07	5,60
Yuan chinois (CNY)	8,24	8,06	7,54	7,81
Couronne tchèque (CZK)	24,57	24,91	25,17	25,12
Zloty polonais (PLN)	4,27	4,23	4,21	4,30
Peso mexicain (MXN)	21,55	21,90	21,48	18,69

Note 3 Périmètre et principes de consolidation

3-1 : Principes comptables liés au périmètre de consolidation

Les états financiers des sociétés du groupe Quadient, établis selon les règles comptables en vigueur dans leur pays d'origine, sont retraités avant d'être consolidés, afin d'être en harmonie avec les principes comptables du groupe Quadient.

Le bilan consolidé regroupe le montant total de chacun des éléments d'actif et de passif ainsi que les résultats des sociétés consolidées : les transactions internes et les comptes réciproques ainsi que les profits et les plus-values entre les sociétés du groupe Quadient sont éliminés.

Les filiales contrôlées directement par la société mère ou indirectement par le biais d'autres filiales sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Les participations dans les entreprises associées, dans lesquelles l'investisseur exerce une influence notable sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée lorsque l'investisseur détient directement ou indirectement par le biais de filiales 20 % ou plus des droits de vote dans l'entreprise détenue.

3-2 : Évolution du périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de Quadient S.A. et de ses filiales. Les filiales sont consolidées à compter de la date de prise de contrôle par le Groupe et jusqu'à la date à laquelle ce contrôle est transféré à l'extérieur du Groupe. Le contrôle est défini comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des bénéfices de ses activités.

Au premier semestre 2025, la principale évolution du périmètre est l'acquisition, le 2 juin 2025, de 95 % des titres de la société Serensia, consolidée en intégration globale depuis.

3-3 : Informations relatives aux parties liées

Quadient possède une participation de 35 % dans Docapost BPO IS et une participation de 24 % dans AMS Investissement. Les transactions avec ces sociétés consolidées par mise en équivalence ne sont pas significatives.

Note 4 Immobilisations incorporelles, immobilisations corporelles et autres actifs non courants

4-1 : Écarts d'acquisition

	Valeur brute	Dépréciation	Valeur Nette
Écarts d'acquisition au 31 janvier 2025	1 236,7	(106,1)	1 130,6
Acquisition de Serensia	9,0	-	9,0
Autres variations	(0,4)	-	(0,4)
Écarts de conversion	(38,2)	(0,3)	(38,5)
ÉCARTS D'ACQUISITION AU 31 JUILLET 2025	1 207,1	(106,4)	1 100,7

Au premier semestre 2025, la variation de la valeur brute des écarts d'acquisition s'explique par (i) la reconnaissance de l'écart d'acquisition provisoire de 9,0 millions d'euros lié à l'acquisition de Serensia et par (ii) les écarts de conversion pour (38,2) millions d'euros.

Les dépréciations cumulées s'élèvent à (106,4) millions d'euros au 31 juillet 2025.

Le niveau d'analyse auquel le groupe Quadient apprécie la valeur recouvrable des écarts d'acquisition correspond ainsi aux UGT ou groupes d'UGT suivants :

	31 juillet 2025	31 janvier 2025
Mail Amérique du Nord	349,9	373,1
Digital Amérique du Nord	173,5	184,7
Lockers Amérique du Nord	73,0	79,2
Mail France Benelux	153,2	153,1
Digital France Benelux	57,2	48,2
Lockers France Benelux	4,2	4,2
Mail Allemagne – Autriche – Italie – Suisse	62,2	61,7
Digital Allemagne – Autriche – Italie – Suisse	73,6	73,1
Mail Royaume-Uni Irlande	116,0	116,0
Mail International	2,2	2,2
Digital International*	35,7	35,1
VALEUR NETTE DES ÉCARTS D'ACQUISITION	1 100,7	1 130,6

* Digital International regroupe plusieurs UGT ou groupes d'UGT.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de perte de valeur lors des clôtures annuelles ou lorsqu'il existe un indice de perte de valeur selon la méthode décrite dans la note 4-5 des comptes consolidés du Document d'enregistrement universel 2024.

Le maintien des niveaux de marge brute et de résultat d'exploitation dans les UGT les plus sensibles ainsi que la stabilité des taux d'actualisation sont autant d'indicateurs d'une absence d'indice de perte de valeur au 31 juillet 2025. De ce fait, aucun test de dépréciation n'a

été effectué sur les UGT ou groupes d'UGT du Groupe au 31 juillet 2025. Le contexte macroéconomique actuel et les incertitudes liées à l'évolution des tarifs douaniers susceptibles d'entraîner un surcoût des approvisionnements du Groupe pourraient impacter plus fortement que prévu les performances de certaines activités historiques du Groupe et il existe un risque de dépréciation des actifs en fin d'année pour certaines UGTs qui présentent une marge limitée, notamment l'UGT 'Mail Royaume-Uni Irlande'.

4-2 : Immobilisations incorporelles

	Concessions, droits	Logiciels	Frais de développement	Coûts informatiques d'implémentation	Autres *	Total
Valeurs brutes au 31 janvier 2025	33,4	126,4	350,4	46,3	78,4	634,9
Acquisitions/Capitalisation	-	0,2	17,2	0,1	2,4	19,9
Variation de périmètre	-	0,1	3,8	-	-	3,9
Cessions/mises au rebut	-	(0,1)	(0,1)	(0,0)	-	(0,2)
Autres variations	-	0,3	(0,1)	(0,1)	(0,3)	(0,2)
Écarts de conversion	(0,4)	(5,5)	(18,5)	(0,1)	(5,8)	(30,3)
Valeurs brutes au 31 juillet 2025	33,0	121,4	352,7	46,2	74,7	628,0
Amortissements cumulés	(32,6)	(114,9)	(263,4)	(46,2)	(57,2)	(514,3)
VALEURS NETTES COMPTABLES AU 31 JUILLET 2025	0,4	6,5	89,3	0,0	17,5	113,7

* Les autres immobilisations incorporelles comprennent notamment les immobilisations en cours.

La variation des immobilisations incorporelles correspond principalement à la capitalisation des frais de développement. Les autres variations se composent essentiellement de reclassements de poste à poste.

Les montants présentés sur la ligne « variation de périmètre » correspondent à l'intégration de Serensia.

	Concessions, droits	Logiciels	Frais de développement	Coûts informatiques d'implémentation	Autres	Total
Amortissements au 31 janvier 2025	32,9	119,2	257,2	46,3	60,2	515,8
Dotations	0,1	1,0	16,3	-	1,9	19,3
Variation de périmètre	0,0	0,1	3,2	-	-	3,3
Cessions/mises au rebut	-	(0,1)	(0,0)	(0,0)	-	(0,1)
Autres variations	-	-	-	-	(0,1)	(0,1)
Écarts de conversion	(0,4)	(5,3)	(13,3)	(0,1)	(4,8)	(23,9)
AMORTISSEMENTS AU 31 JUILLET 2025	32,6	114,9	263,4	46,2	57,2	514,3

Au 31 juillet 2025, aucun indicateur de perte de valeur n'a été identifié sur les immobilisations incorporelles.

4-3 : Immobilisations corporelles

	Terrains et constructions	Matériel et équipement	Matériel de location	Matériel informatique	Matériel de démonstration	Autres	Total
Valeurs brutes au 31 janvier 2025	19,9	47,2	565,8	38,2	2,4	33,4	706,9
Acquisitions	-	0,6	19,0	1,0	0,4	1,5	22,5
Variation de périmètre	-	-	-	0,1	-	0,2	0,3
Cessions/mises au rebut	-	(1,4)	(8,8)	(1,6)	(0,2)	(1,3)	(13,3)
Autres variations	-	0,2	0,0	0,3	(0,1)	(0,1)	0,3
Écarts de conversion	(0,4)	(0,6)	(31,3)	(1,2)	(0,1)	(1,7)	(35,3)
Valeurs brutes au 31 juillet 2025	19,5	46,0	544,7	36,8	2,4	32,0	681,4
Amortissements cumulés	(14,0)	(40,2)	(436,9)	(31,7)	(1,8)	(23,1)	(547,7)
VALEURS NETTES COMPTABLES AU 31 JUILLET 2025	5,5	5,8	107,8	5,1	0,6	8,9	133,7

Les chiffres présentés sur la ligne « variation de périmètre » correspondent à l'intégration de Serensia.

Les autres variations représentent principalement des reclassements de poste à poste.

	Terrains et constructions	Matériel et équipement	Matériel de location	Matériel informatique	Matériel de démonstration	Autres	Total
Amortissements au 31 janvier 2025	13,6	41,1	452,2	32,8	1,6	22,6	563,9
Dotations	0,5	0,9	18,6	1,5	0,5	1,2	23,2
Variation de périmètre	-	-	-	0,1	-	0,1	0,2
Cessions/mises au rebut	-	(1,4)	(8,8)	(1,6)	(0,1)	(1,4)	(13,3)
Autres variations	-	0,1	-	-	(0,1)	1,6	1,6
Écarts de conversion	(0,1)	(0,5)	(25,1)	(1,1)	(0,1)	(1,0)	(27,9)
AMORTISSEMENTS AU 31 JUILLET 2025	14,0	40,2	436,9	31,7	1,8	23,1	547,7

Au 31 juillet 2025, aucun indicateur de perte de valeur n'a été identifié sur les immobilisations corporelles.

Les variations des valeurs brutes et des amortissements des droits d'utilisation comptabilisés en application de la norme IFRS 16 sont présentées dans la note 7.

4-4 : Autres actifs financiers non courants

	31 juillet 2025	31 janvier 2025
Dépôts et cautionnements	9,2	9,3
Prêts	-	4,0
Actif net de retraite	19,4	20,3
Autres actifs financiers	18,6	18,0
TOTAL	47,2	51,6

Au 31 juillet 2025, les dépôts et cautionnements incluent notamment un dépôt de garantie de 1,2 million d'euros relatif au contrat de liquidité (1,3 million d'euros au 31 janvier 2025) et de divers dépôts de garantie versés notamment dans le cadre de baux locatifs.

Les prêts, qui étaient essentiellement composés des prêts octroyés aux acheteurs lors de la cession de l'activité de systèmes d'emballage automatique en 2021, ont été remboursés totalement au 31 juillet 2025.

Le Groupe dispose d'un fonds de pension au Royaume-Uni qui présente un surplus de 16,7 millions d'euros (14,4 millions de livres) au 31 juillet 2025 contre 17,3 millions de d'euros (14,5 millions de livres) au

31 janvier 2025. La variation de l'actif net de retraite au Royaume-Uni s'explique principalement par les écarts actuariels.

Les autres actifs financiers sont constitués des investissements réalisés par Quadient au profit des fonds professionnels de capital investissement X'Ange 2, X'Ange 4 et Partech Entrepreneurs. Ces actifs sont valorisés à leur juste valeur au 31 juillet 2025.

4-5 : Engagements hors bilan

Quadient S.A. a un engagement d'investissement envers X'Ange 4 pour un montant de 1,2 million d'euros au 31 juillet 2025.

Note 5 Données opérationnelles

5-1 : Répartition du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe se compose de trois catégories de revenus :

- MAIL (anciennement MRS) regroupe les revenus des solutions liées au courrier, activité historique du groupe. Quadient fournit des logiciels, des équipements et des services qui couvrent l'ensemble du processus de gestion du courrier entrant et sortant ;
- DIGITAL (anciennement ICA) regroupe les solutions *cloud* de Quadient qui accompagnent les entreprises dans la gestion des

communications clients, la gestion de l'expérience client y compris l'analyse et l'orchestration du parcours client, ainsi que les solutions d'automatisation des comptes clients et des comptes fournisseurs ;

- LOCKERS (anciennement PLS) qui regroupe les revenus de l'activité par laquelle Quadient fournit et opère un réseau de consignes colis automatiques pour le retrait et dépôt sécurisés de colis, apportant aux utilisateurs simplicité et tranquillité d'esprit.

La répartition du chiffre d'affaires s'établit ainsi :

- par métier – Chiffre d'affaires Groupe

	31 juillet 2025	31 juillet 2024
Mail	324,7	361,9
Digital	136,8	129,5
Lockers	55,5	42,6
TOTAL	517,0	534,0

- par type de revenus

	31 juillet 2025	31 juillet 2024
Ventes d'équipements et de licences	133,0	134,7
Revenus récurrents *	336,0	345,7
Revenus de location	48,0	53,6
TOTAL	517,0	534,0

* Les revenus récurrents sont principalement composés des prestations de maintenance, de services professionnels et des droits d'utilisation des logiciels.

- par zone géographique

	31 juillet 2025	31 juillet 2024
France - Benelux	83,8	90,7
Amérique du Nord	297,7	307,5
Allemagne - Autriche - Suisse - Italie - Royaume-Uni - Irlande	92,4	91,1
International *	43,1	44,7
TOTAL	517,0	534,0

* Le chiffre d'affaires International correspond notamment à l'export, aux ventes de lockers au Japon et aux ventes Digital effectuées en dehors des zones géographiques mentionnées ci-dessus.

5-2 : Créances clients et créances de crédit-bail

Créances clients

	31 juillet 2025	31 janvier 2025
Clients et comptes rattachés		
Valeur brute	192,3	255,2
Dépréciation	(14,9)	(14,9)
Total	177,4	240,3
Créances sur contrats de crédit-bail		
Court terme	217,3	249,9
Long terme	344,7	379,6
Valeur brute	562,0	629,5
Dépréciation	(5,9)	(6,5)
Total	556,1	623,0
TOTAL	733,5	863,3

	31 juillet 2025	31 janvier 2025
Clients et comptes rattachés – Dépréciation		
Dépréciations à l'ouverture de la période	14,9	26,6
Dotations	2,1	6,0
Utilisations	(1,4)	(17,6)
Reprises sans objet	(0,4)	(0,6)
Autres	0,0	0,4
Écarts de conversion	(0,3)	0,1
TOTAL	14,9	14,9

Créances de crédit-bail

	31 juillet 2025	31 janvier 2025
Créances non courantes		
Contrats de crédit-bail – créances brutes	428,1	472,3
Produits financiers non acquis	(83,4)	(92,7)
Total	344,7	379,6
Créances courantes		
Contrats de crédit-bail – créances brutes	262,8	299,5
Produits financiers non acquis	(45,5)	(49,6)
Total	217,3	249,9
Créances brutes liées aux contrats de crédit-bail		
À moins d'un an	262,8	299,5
Entre un et cinq ans	423,6	467,7
À plus de cinq ans	4,5	4,6
Total créances brutes	690,9	771,8
Produits financiers non acquis sur les contrats de crédit-bail	(128,9)	(142,3)
Investissement net dans les contrats de crédit-bail		
À moins d'un an	217,3	249,9
Entre un et cinq ans	340,6	375,3
À plus de cinq ans	4,1	4,3
TOTAL	562,0	629,5

5-3 : Résultat opérationnel courant et EBITDA

	31 juillet 2025		31 juillet 2024	
	Valeur brute	En %	Valeur brute	En %
Chiffre d'affaires	517,0	100,0 %	534,0	100,0 %
Coût des ventes	(132,1)	(25,6) %	(134,9)	(25,3) %
Marge brute	384,9	74,4 %	399,1	74,7 %
Charges opérationnelles courantes	(325,2)	(62,9) %	(337,9)	(63,3) %
Résultat opérationnel courant	59,7	11,5 %	61,2	11,5 %
Amortissements des immobilisations	49,0	9,5 %	49,9	9,3 %
EBITDA	108,7	21,0 %	111,1	20,8 %

5-4 : Détail des charges par nature

	31 juillet 2025	31 juillet 2024
Coûts des stocks reconnus en charges	124,7	126,8
Salaires, bonus, commissions et charges sociales	232,2	242,0
Loyers et charges locatives	2,4	2,5
Honoraires	19,9	21,6
Transport et déplacements	14,0	14,5
Amortissements et dépréciations des immobilisations	49,0	49,9
Autres	15,1	15,5
Total des charges ventilées par nature	457,3	472,8
Coûts des ventes	132,1	134,9
Coûts d'opérations	325,2	337,9
TOTAL	457,3	472,8

5-5 : Stocks et en-cours de production

	31 juillet 2025			31 janvier 2025		
	Valeur brute	Dépréciation	Net	Valeur brute	Dépréciation	Net
Matières premières et consommables	35,5	(6,5)	29,0	32,8	(6,4)	26,4
Pièces détachées	3,8	(1,8)	2,0	3,7	(1,8)	1,9
Produits finis et semi-finis	52,7	(5,4)	47,3	54,5	(7,9)	46,6
TOTAL	92,0	(13,7)	78,3	91,0	(16,1)	74,9

	31 juillet 2025	
	Valeur brute	Dépréciation
Ouverture	91,0	(16,1)
Entrées de stocks – net	1,8	-
Dotations	-	(1,4)
Reprises	-	3,7
Variation de périmètre	-	-
Autres	-	0,0
Écarts de conversion	(0,8)	0,1
TOTAL	92,0	(13,7)

5-6 : Autres dettes d'exploitation

Les autres dettes d'exploitation, d'un montant de 167,5 millions d'euros au 31 juillet 2025, contre 177,1 millions d'euros au 31 janvier 2025, se composent notamment des postes clients créditeurs, des dettes envers le personnel, des dividendes à payer et des dépôts réalisés par les clients au titre de prépaiements d'affranchissement.

5-7 : Charges et produits liés aux acquisitions

	31 juillet 2025	31 juillet 2024
Frais de conseil	0,5	1,2
Amortissement des immobilisations incorporelles reconnues dans l'allocation du prix d'acquisition	2,2	3,0
CHARGES LIÉES AUX ACQUISITIONS	2,7	4,2

5-8 : Charges nettes pour optimisation des structures

Le Groupe a poursuivi l'optimisation de ses structures. Une charge de 2,3 millions d'euros est comptabilisée à ce titre au premier semestre 2025 contre 8,4 millions d'euros au premier semestre 2024. Cette charge est principalement composée des dépenses encourues par la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions liées aux réorganisations opérées dans le Groupe et de dépenses relatives à des suppressions de postes.

5-9 : Autres charges et produits opérationnels non courants

Pour rappel, au 31 juillet 2024, les autres charges opérationnelles non courantes d'un montant de 7,8 millions d'euros se composaient essentiellement d'une charge liée à l'abandon d'un projet informatique.

5-10 : Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles

Quadient a un engagement de caution bancaire en faveur de la poste irlandaise pour un montant de 1,7 million d'euros.

Note 6 Information sectorielle

En 2024, le Groupe a renommé ses segments opérationnels :

- MAIL (anciennement MRS – Mail Related Solutions) regroupe les solutions liées au courrier, activité historique du Groupe. Quadient fournit des logiciels, des équipements et des services qui couvrent l'ensemble du processus de gestion du courrier entrant et sortant ;
- DIGITAL (anciennement ICA – Intelligent Communication Automation) regroupe les solutions *cloud* de Quadient

accompagnant les entreprises dans la gestion des communications clients, la gestion de l'expérience client y compris l'analyse et l'orchestration du parcours client, ainsi que les solutions d'automatisation des comptes clients et des comptes fournisseurs ;

- LOCKERS (anciennement PLS – Parcel Locker Solutions), activité par laquelle Quadient fournit et opère un réseau de consignes colis automatiques pour le retrait et dépôt sécurisés de colis, apportant aux utilisateurs simplicité et tranquillité d'esprit.

La répartition du résultat net du Groupe par secteurs s'analyse comme suit :

	MAIL	DIGITAL	LOCKERS	31 juillet 2025
Chiffre d'affaires	324,7	136,8	55,5	517,0
EBITDA	86,2	20,5	2,0	108,7
Amortissements des immobilisations	(22,0)	(16,0)	(11,0)	(49,0)
Résultat sectoriel	64,2	4,5	(9,0)	59,7
en pourcentage	19,8 %	3,3 %	(16,3) %	11,5 %
Charges pour optimisation des structures				(2,3)
Résultat des cessions d'immobilisations				(0,0)
Autres produits et charges opérationnels				(0,3)
Résultat opérationnel				57,1
Résultat financier				(20,0)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence				0,4
Impôts sur les bénéfices				(16,3)
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ				21,2

	MAIL	DIGITAL	LOCKERS	31 juillet 2024
Chiffre d'affaires	361,9	129,5	42,6	534,0
EBITDA	93,5	20,5	(2,9)	111,1
Amortissements des immobilisations	(21,2)	(18,3)	(10,4)	(49,9)
Résultat sectoriel	72,2	2,2	(13,3)	61,2
en pourcentage	20,0 %	1,6 %	(31,1) %	11,5 %
Charges pour optimisation des structures				(8,4)
Résultat des cessions d'immobilisations				(0,1)
Autres produits et charges opérationnels				(7,8)
Résultat opérationnel				44,9
Résultat financier				(21,2)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence				0,3
Impôts sur les bénéfices				1,7
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES				25,7
Résultat net des activités abandonnées				(1,2)
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ				24,5

Les prix de transfert entre les divisions sont les prix qui auraient été fixés dans des conditions de concurrence normale, comme pour une transaction avec des tiers.

Le résultat financier correspond essentiellement aux frais financiers liés à chaque ligne d'endettement. Le détail des impacts de la comptabilité de couverture est présenté en note 11 pour la partie des instruments financiers dérivés liés aux opérations de change et de taux.

La répartition par secteur du bilan s'établit ainsi :

	MAIL	DIGITAL	LOCKERS	Autres	31 juillet 2025
Actifs sectoriels	1 650,3	508,1	218,5	106,4	2 483,3
TOTAL ACTIF	1 650,3	508,1	218,5	106,4	2 483,3
Passifs sectoriels	406,1	160,9	58,8	788,4	1 414,2
Capitaux propres					1 069,1
TOTAL PASSIF	406,1	160,9	58,8	788,4	2 483,3

	MAIL	DIGITAL	LOCKERS	Autres	31 janvier 2025
Actifs sectoriels	1 774,4	547,9	238,2	349,6	2 910,1
TOTAL ACTIF	1 774,4	547,9	238,2	349,6	2 910,1
Passifs sectoriels	508,5	178,1	79,4	1 031,1	1 797,1
Capitaux propres					1 113,0
TOTAL PASSIF	508,5	178,1	79,4	1 031,1	2 910,1

La colonne « Autres » comprend l'endettement net de Quadient S.A., les actifs et passifs relatifs aux usines et à la chaîne logistique ainsi que certains autres actifs et passifs qui ne sont affectables à aucun secteur opérationnel.

Ces actifs et passifs ne sont pas alloués aux différents secteurs opérationnels car seule une allocation basée sur une clé de répartition de chiffre d'affaires pourrait être faite. Cependant, elle générerait des variations potentiellement significatives d'une année sur l'autre pour des zones géographiques données sans que cela ait un lien direct avec leurs propres performances.

Note 7 Droits d'utilisation et obligations locatives

Au 31 juillet 2025, les impacts de l'application de la norme IFRS 16 au compte de résultat et au bilan sont les suivants :

- impacts au compte de résultat

	31 juillet 2025	31 juillet 2024
Annulation charge de loyer	7,4	7,3
Charge d'amortissement	(6,5)	(7,1)
Impact EBIT	0,9	0,2
Amortissements de la période	6,5	7,1
Impact EBITDA	7,4	7,3
Charge d'intérêt	(0,7)	(0,7)
Autres charges opérationnelles *	3,1	2,4
IMPACT RÉSULTAT NET	3,3	1,9

* Cette ligne comprend notamment les impacts relatifs aux sites fermés.

- tableaux des variations des droits d'utilisation et des obligations locatives

Au 31 juillet 2025, le montant net des droits d'utilisation s'élève à 26,4 millions d'euros.

	Bâtiments	Autres actifs incorporels	Droits d'utilisation
Valeurs brutes au 31 janvier 2025	89,6	33,1	122,7
Nouveaux contrats/renouvellements	5,7	-	5,7
Autres variations (a)	(28,0)	-	(28,0)
Écarts de conversion	(3,1)	(0,3)	(3,4)
Valeurs brutes au 31 juillet 2025	64,2	32,8	97,0
Amortissements au 31 janvier 2025	(67,8)	(28,0)	(95,8)
Dotations	(4,7)	(1,8)	(6,5)
Autres variations (a)	29,3	-	29,3
Écarts de conversion	2,1	0,4	2,5
Amortissements au 31 juillet 2025	(41,2)	(29,4)	(70,6)
VALEURS NETTES COMPTABLES AU 31 JUILLET 2025	23,0	3,4	26,4

(a) Les autres variations concernent notamment les contrats résiliés ou non renouvelés en 2025 ainsi que les contrats de Serensia, acquise en juin 2025.

Au 31 juillet 2025, les obligations locatives s'élèvent à 34,1 millions d'euros dont 14,0 millions d'euros à court terme.

	31 janvier 2025	Modification de la dette	Remboursements	Écarts de conversion	Autres variations *	31 juillet 2025
Obligations locatives non courantes	24,0	3,8	(0,0)	(1,6)	(6,1)	20,1
Obligations locatives courantes	14,3	1,7	(8,1)	0,0	6,1	14,0
OBLIGATIONS LOCATIVES	38,3	5,5	(8,1)	(1,6)	0,0	34,1

* Les autres variations incluent principalement des reclassements.

Note 8 Détail des flux de trésorerie

Les flux de trésorerie correspondent aux éléments présentés dans le bilan consolidé. Cependant, ces flux peuvent différer des variations bilanciels notamment du fait de la traduction d'opérations en devises autres que la devise fonctionnelle, de la conversion des états financiers des sociétés dont la devise fonctionnelle n'est pas l'euro et des variations de périmètre.

8-1 : Charges (produits) sans effet sur la trésorerie ou avec effet sous la trésorerie des activités opérationnelles

	31 juillet 2025	31 juillet 2024
Dotations aux amortissements	49,0	49,9
Dotations (reprises) de provisions	(3,1)	2,7
(Gains) et pertes liés aux variations de juste valeur	(0,5)	1,3
Charges et (produits) liés aux paiements en actions	1,8	2,3
(Plus) ou moins-values sur cessions d'actifs immobilisés	0,0	0,0
Autres	(1,8)	1,1
TOTAL	45,4	57,3

Au 31 juillet 2025, la variation de la ligne dotations (reprises) de provisions est principalement liée aux reprises des provisions figurant à l'actif pour (2,8) millions d'euros et aux reprises des provisions figurant au passif pour (0,3) million d'euros.

Au 31 juillet 2024, la variation de la ligne dotations (reprises) de provisions est principalement liée aux reprises des provisions figurant à l'actif pour (0,7) million d'euros et à la dotation de provisions figurant au passif pour 3,3 millions d'euros.

La ligne « Gains et pertes liés aux variations de juste valeur » comprend les éléments sans effet sur la trésorerie du résultat financier et notamment la variation de la juste valeur des investissements réalisés par Quadient au profit des fonds professionnels de capital investissement X'Ange et Partech Entrepreneurs.

La ligne « Autres » comprend notamment le crédit d'impôt recherche pour (0,2) million d'euros, contre (0,5) million d'euros au 31 juillet 2024.

8-2 : Variation du besoin en fonds de roulement

	31 juillet 2025	31 juillet 2024
Variation des stocks	(1,7)	(1,5)
Variation des créances clients et comptes rattachés	52,2	39,1
Variation du revenu différé	(34,6)	(26,6)
Variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés	(18,7)	(14,6)
Variation des autres passifs et actifs d'exploitation	(39,2)	(15,3)
TOTAL	(42,0)	(18,9)

L'évolution des autres passifs et actifs d'exploitation s'explique notamment par (i) des décalages temporels défavorables sur les charges constatées d'avances ainsi que sur les encaissements et décaissements de TVA et par (ii) le paiement au cours du premier semestre des salaires variables et bonus provisionnés au 31 janvier.

8-3 : Incidence des variations de périmètre

Au 31 juillet 2025, l'incidence des variations de périmètre est un décaissement net de (4,3) millions d'euros qui se compose de (i) l'acquisition de Serensia en juin 2025 pour (8,9) millions d'euros et (ii) du remboursement du prêt (nominal et intérêts) octroyé aux acheteurs lors de la cession de l'activité de systèmes d'emballage automatique en 2021 pour un montant de 4,6 millions d'euros.

Au 31 juillet 2024, l'incidence nette des variations de périmètre était un décaissement de (8,4) millions d'euros entièrement lié à l'acquisition du groupe Frama en février 2024.

8-4 : Souscription et remboursements d'emprunts

Au cours du premier semestre 2025, Quadient a effectué les opérations suivantes sur ses dettes financières :

- Quadient a procédé au remboursement à l'échéance le 3 février 2025 des obligations émises le 23 janvier 2020 pour le montant de 260,4 millions d'euros restant en circulation ;
- Quadient a remboursé à échéance 29,0 millions d'euros de placement privé de droit allemand *Schuldschein* en février 2025 et 1,3 million d'euros d'un emprunt auprès de BPiFrance en mai 2025 ;

- en Juillet 2025, Quadient a émis un placement privé de droit américain (*US private placement*) pour 50,0 millions d'euros à maturité 2032 et 2034.

Au cours du premier semestre 2024, Quadient avait effectué les opérations suivantes sur ses dettes financières :

- Quadient avait remboursé 29,5 millions d'euros et 32,0 millions de dollars américains de placement privé de droit allemand *Schuldschein*. Quadient avait également procédé au rachat partiel des obligations

émises le 23 janvier 2020 à hauteur d'un montant nominal total de 7,2 millions d'euros ;

- en avril 2024, Quadient avait contracté des emprunts auprès de BPIFrance pour 15,0 millions d'euros avec des maturités de quatre et sept ans selon les tranches ;
- en mai 2024, Quadient avait émis un placement privé de droit allemand *Schuldschein* pour 117,5 millions d'euros et 26,0 millions de dollars américains sur différentes maturités entre trois et sept ans.

8-5 : Réconciliation des flux des passifs issus des activités de financement

	Flux monétaires				Flux non monétaires		31 juillet 2025
	31 janvier 2025	Nouvelles dettes	Remboursements	Variation de périmètre	Autres *	Différence de conversion	
Dettes financières à long terme	722,0	50,2	(31,3)	-	4,6	(24,9)	720,6
Dettes financières à court terme	312,2	0,6	(264,8)	0,1	(11,8)	(0,2)	36,1
DETTE FINANCIÈRE	1 034,2	50,8	(296,1)	0,1	(7,2)	(25,1)	756,7

* La colonne « Autres » comprend essentiellement des reclassements et la variation des intérêts courus non échus.

Note 9 Effectifs et avantages au personnel

9-1 : Masse salariale

	31 juillet 2025	31 juillet 2024
Traitements et salaires, bonus et commissions	182,4	189,8
Charges sociales	48,0	49,9
Paievements en actions	1,8	2,3
TOTAL	232,2	242,0

9-2 : Provision pour retraites et engagements assimilés

Le principal engagement de retraite du Groupe concerne le Royaume-Uni. Cet engagement de retraite est couvert par un fonds de pension qui affiche un surplus de 16,7 millions d'euros (14,4 millions de livres) au 31 juillet 2025 contre 17,3 millions d'euros (14,5 millions de livres) au 31 janvier 2025. Il est présenté dans les actifs non courants. La norme IAS 19 exige que lorsqu'un régime est en surplus selon les hypothèses retenues, le surplus ne peut être reconnu dans le bilan de l'entreprise que si un avantage économique est possible pour la Société. Selon la lecture des règles du régime, Quadient a un droit inconditionnel à remboursement de toute somme restant dans le fonds une fois la

dernière prestation versée au dernier membre bénéficiaire du régime. Le Groupe considère cela comme une justification suffisante pour reconnaître l'excédent comptable au bilan selon la norme IAS 19/IFRIC 14.

Les engagements d'indemnités de retraite pour les salariés en France ne sont pas préfinancés, à l'exception de Quadient France qui a souscrit des contrats d'assurance.

À l'exception du Royaume-Uni, aucune nouvelle évaluation des engagements de retraite n'a été faite au 31 juillet 2025.

9-3 : Paiements en actions

Les charges ou (produits) enregistrés au titre des plans d'attribution gratuite d'actions se détaillent de la manière suivante :

	31 juillet 2025	31 juillet 2024
Valorisation des actions gratuites attribuées	1,8	2,3

Informations concernant les plans d'attribution gratuite d'actions

Une attribution gratuite de 363 500 actions a été effectuée en juin 2025, le nombre maximal d'actions pouvant être attribué dans le cadre de ce plan est de 400 000.

Note 10 Autres provisions, passifs éventuels et autres dettes non courantes**10-1 : Autres provisions**

	31 janvier 2025	Dotations	Utilisations	Reprises sans objet	Autres*	31 juillet 2025	Partie courante	Partie non courante
Optimisation des structures	7,3	2,3	(2,8)	-	(4,0)	2,8	1,4	1,4
Garantie clients/risque affaires	0,1	-	-	(0,1)	0,1	0,1	0,1	-
Provisions pour litiges	3,0	0,3	(0,1)	-	0,0	3,2	1,9	1,3
Autres	0,9	0,5	(0,2)	-	0,0	1,2	1,0	0,2
Engagements de retraite	9,7	0,2	(0,1)	(0,0)	0,0	9,8	-	9,8
TOTAL	21,0	3,3	(3,2)	(0,1)	(3,9)	17,1	4,4	12,7

* La colonne « Autres » inclut principalement la ré-appréciation de la provision de restructuring aux États-Unis.

Optimisation des structures

Le Groupe poursuit l'optimisation de ses structures.

Des provisions d'un montant total de 7,3 millions d'euros figuraient dans les comptes au 31 janvier 2025. Les évolutions intervenues au cours du premier semestre 2025 sont une dotation de 2,3 millions d'euros et une consommation de la provision pour (2,8) millions d'euros. Compte tenu d'une ré-appréciation des engagements du Groupe et d'un reclassement de présentation pour une partie du montant, cette provision présente un solde de 2,8 millions d'euros au 31 juillet 2025.

10-2 : Passifs éventuels

Dans le cadre de leurs activités courantes, les entités du Groupe en France et à l'étranger font régulièrement l'objet de contrôles fiscaux.

Les redressements, ou les positions fiscales incertaines identifiées mais ne faisant pas encore l'objet d'un redressement, font l'objet de provisions appropriées dont le montant est revu régulièrement. Le Groupe n'a pas identifié de nouveau passif éventuel significatif au 31 juillet 2025.

Note 11 Instruments financiers, dettes financières et gestion des risques

La politique de financement est coordonnée par la direction financière du Groupe. L'ensemble des expositions du Groupe en termes de risque de taux et de risque de change est centralisé au sein de la trésorerie Groupe.

L'ensemble des instruments financiers de la note 11, et notamment ceux présentés dans le tableau 11-1, sont des instruments financiers de niveau 2, dont la détermination de la juste valeur repose sur des données observables.

11-1 : Détail du bilan par instruments financiers

	31 juillet 2025		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Prêts et créances/dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Actifs financiers non courants	48,8	48,8	18,4	28,8	-	1,6
Créances – crédit-bail (a)	556,1	556,4	-	556,1	-	-
Autres créances à long terme	1,2	1,2	-	1,2	-	-
Créances clients et comptes rattachés (b)	177,4	177,4	-	177,4	-	-
Autres créances (b)	9,8	9,8	-	9,8	-	-
Instruments financiers dérivés (c)	2,5	2,5	-	-	-	2,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie (d)	123,4	123,4	-	123,4	-	-
ACTIFS	919,2	919,5	18,4	896,7	-	4,1
Emprunts, dettes assimilées et découverts bancaires (e)	801,0	800,5	25,0	-	776,0	-
Autres dettes à long terme	2,8	2,8	-	2,8	-	-
Fournisseurs (b)	81,2	81,2	-	81,2	-	-
Autres dettes d'exploitation (b)	167,5	167,5	-	167,5	-	-
Instruments financiers dérivés (c)	3,0	3,0	-	-	-	3,0
PASSIFS	1 055,5	1 055,0	25,0	251,5	776,0	3,0

(a) Face au nombre important de dossiers gérés par les entités de *leasing*, le Groupe n'a pu mener une valorisation individuelle de chacun des dossiers. Les hypothèses retenues sont les suivantes : durée moyenne du portefeuille de trois ans, courbe des taux à terme au 31 juillet 2025 et taux de change constant. La valorisation est effectuée hors marge de crédit. Les portefeuilles américain et anglais de *Postage Financing* sont constitués de créances à très court terme (inférieures à un mois) et de crédits renouvelables, la juste valeur considérée est celle inscrite au bilan.

(b) Évaluation au coût historique.

(c) Méthode d'évaluation décrite en note 12-4 du Document d'enregistrement universel 2024.

(d) Évaluation à la valeur de réalisation.

(e) La dette est enregistrée à la juste valeur comme indiqué en note 12-4 du Document d'enregistrement universel 2024. Les principaux montants de la dette au coût amorti se répartissent comme suit :

- concernant l'ensemble des dettes à taux variables décrites en note 12-2-6 du Document d'enregistrement universel 2024, les tirages étant effectués sur des périodes d'un, trois et six mois maximum et à taux variables (EURIBOR et SOFR capitalisés), il n'y a pas d'écart entre la juste valeur et la valeur au bilan qui représente un montant de 456,5 millions d'euros ;
- concernant les dettes à taux fixes, la juste valeur a été calculée à partir de la courbe des taux en vigueur au 31 juillet 2025.

L'écart entre la juste valeur et la valeur comptable est de 0,5 million d'euros.

La valorisation des dettes en devises étrangères est effectuée à taux de change constant.

	31 janvier 2025		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Prêts et créances/dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Actifs financiers non courants	54,1	54,1	17,9	33,7	-	2,6
Créances – crédit-bail (a)	623,0	614,6	-	623,0	-	-
Autres créances à long terme	1,7	1,7	-	1,7	-	-
Créances clients et comptes rattachés (b)	240,3	240,3	-	240,3	-	-
Autres créances (b)	12,6	12,6	-	12,6	-	-
Instruments financiers dérivés (c)	1,5	1,5	-	-	-	1,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie (d)	366,7	366,7	-	366,7	-	-
ACTIFS	1 299,9	1 291,5	17,9	1 278,0	-	4,1
Dettes financières et découverts bancaires (e)	1 069,2	1 063,6	-	-	1 069,2	-
Autres dettes non courantes	3,0	3,0	-	3,0	-	-
Fournisseurs (b)	104,4	104,4	-	104,4	-	-
Autres dettes d'exploitation (b)	177,1	177,1	-	177,1	-	-
Instruments financiers dérivés (c)	5,2	5,2	-	-	-	5,2
PASSIFS	1 358,9	1 353,3	-	284,5	1 069,2	5,2

(a) Face au nombre important de dossiers gérés par les entités de *leasing*, le Groupe n'a pu mener une valorisation individuelle de chacun des dossiers.

Les hypothèses retenues sont les suivantes : durée moyenne du portefeuille de trois ans, courbe des taux à terme au 31 janvier 2024 et taux de change constant. La valorisation est effectuée hors marge de crédit. Les portefeuilles américain et anglais de Postage Financing sont constitués de créances à très court terme (inférieures à un mois) et de crédits renouvelables, la juste valeur considérée est celle inscrite au bilan.

(b) Évaluation au coût historique.

(c) Méthode d'évaluation décrite en note 12-4 du Document d'enregistrement universel 2024.

(d) Évaluation à la valeur de réalisation.

(e) La dette est enregistrée à la juste valeur comme indiqué en note 12-4 du Document d'enregistrement universel 2024. Les principaux montants de la dette au coût amorti se répartissent comme suit :

- concernant l'ensemble des dettes à taux variables décrites en note 12-2-6 du Document d'enregistrement universel 2024, les tirages étant effectués sur des périodes d'un, trois et six mois maximum et à taux variables (EURIBOR et SOFR capitalisé), il n'y a pas d'écart entre la juste valeur et la valeur au bilan qui représente un montant de 250,3 millions d'euros ;
- concernant les dettes à taux fixes, la juste valeur a été calculée à partir de la courbe des taux en vigueur au 31 janvier 2025.

L'écart entre la juste valeur et la valeur comptable est de 18,9 millions d'euros.

La valorisation des dettes en devises étrangères est effectuée à taux de change constant.

11-2 : Analyse de la dette financière par nature

	Dettes financières et découverts bancaires	Part à court terme des dettes à long terme	Dettes à long terme	31 juillet 2025	31 janvier 2025
Dette obligataire – Quadient S.A. 2,25 % ^(a)	-	-	-	-	266,2
<i>Schuldschein</i> ^(b)	-	26,1	435,0	461,1	503,0
Ligne de crédit <i>revolving</i> auprès d'établissements bancaires ^(c)	-	0,1	-	0,1	0,1
Titres négociables à court terme – NEU CP ^(d)	40,0	-	-	40,0	30,0
Prêt Participatif de Relance (PPR) ^(e)	-	0,5	90,0	90,5	90,5
Placement privé États-Unis – USPP ^(f)	-	0,2	137,4	137,6	96,4
Prêt bancaire ^(g)	-	0,3	43,7	44,0	48,5
Prêts BPIFrance ^(h)	-	4,6	14,4	19,0	20,3
Autres dettes	4,3	4,3	0,1	8,7	14,2
TOTAL	44,3	36,1	720,6	801,0	1 069,2

^(a) Quadient a émis le 23 janvier 2020 une obligation publique d'un montant nominal de 325,0 millions d'euros portant un coupon annuel de 2,25 %. L'obligation a été remboursée à son terme le 3 février 2025 pour le montant restant en circulation de 260,4 millions d'euros.

^(b) Quadient a conclu en mai 2019 des placements privés de droit allemand (*Schuldschein*) composés de neuf tranches de maturités différentes comprises entre quatre et sept ans pour un montant total de 130,0 millions d'euros et de 90,0 millions de dollars américains. Entre 2021 et 2024, Quadient a remboursé 107,5 millions d'euros et 90,0 millions de dollars américains. Le notionnel restant en circulation au 31 juillet 2025 est de 22,5 millions d'euros. Quadient a conclu en février 2020 des placements privés de droit allemand (*Schuldschein*) composés de quatre tranches de maturités différentes comprises entre quatre et cinq ans pour un montant total de 30,5 millions d'euros et 13,0 millions de dollars américains. En février 2025, Quadient a remboursé 29,0 million d'euros à l'échéance. Au 31 juillet 2025, Quadient a remboursé la totalité de cet emprunt.

Quadient a conclu en novembre 2021 des placements privés de droit allemand (*Schuldschein*) composés de douze tranches de maturités différentes comprises entre cinq et sept ans pour un montant total de 170,0 millions d'euros et 105,0 millions de dollars américains. Aucun remboursement n'est intervenu sur ce placement privé depuis 2021.

Quadient a conclu en 2024 des placements privés de droit allemand (*Schuldschein*) composés de dix tranches de maturités différentes comprises entre trois et sept ans pour un montant total de 142,5 millions d'euros et de 26,0 millions de dollars américains. Aucun remboursement n'est intervenu sur ce placement privé depuis 2024.

^(c) Quadient a conclu le 15 juin 2023 une ligne de crédit *revolving* tirable en euros et en dollars américains pour un montant initial équivalent à 300,0 millions d'euros pour une durée initiale de cinq ans. La maturité de cette ligne a été étendue à juin 2030 après l'exercice de deux options d'extension. Le taux d'intérêt est indexé sur l'EURIBOR ou le SOFR capitalisé sur la période concernée par le tirage plus une marge dépendant du ratio de couverture de la dette par l'EBITDA calculé sur les comptes consolidés du Groupe hors activité de *leasing*. À fin juillet 2025, Quadient n'utilise pas cette ligne de financement.

^(d) Le 30 juin 2025, Quadient a mis à jour le programme de titres négociables à court terme (New European Commercial Paper – NEUCP) de 200,0 millions d'euros. La documentation est disponible sur le site de la Banque de France (<https://eucpmtn.banque-france.fr/public/#/liste-des-emetteurs/0d8c9dec-b611-ea11-80f7-001dd8b71ea9>). Au 31 juillet 2025, Quadient émet 40,0 millions d'euros sur son programme.

^(e) Le 20 juin 2023, Quadient a signé un Prêt Participatif Relance (PPR) d'un montant de 90,0 millions d'euros. Ce PPR à une maturité de huit ans et sera amortissable semestriellement à compter du 20 décembre 2027.

^(f) Le 21 janvier 2025, Quadient a émis un placement privé de droit américain (USPP) d'un montant de 100,0 millions de dollars américains. Ce placement a une maturité de dix ans et sera amortissable annuellement à compter du 21 janvier 2029.

Le 21 juillet 2025, Quadient a émis un placement privé de droit américain (USPP) d'un montant de 50,0 millions d'euros. Ce placement est émis en deux tranches de 25,0 millions d'euros chacune de maturité respective de sept ans et neuf ans.

^(g) Le 20 décembre 2024, Quadient a conclu un prêt bancaire aux États-Unis auprès de Bank of America d'un montant de 50,0 millions de dollars américains. Cet emprunt a une maturité de trois ans.

^(h) En 2022 et 2024, Quadient a conclu quatre prêts amortissables auprès de BPIFrance pour un montant total de 25,0 millions d'euros. Le notionnel restant en circulation au 31 juillet 2025 est de 18,8 millions d'euros.

11-3 : Ratios financiers

À l'exception des titres négociables à court terme (NEU CP) et des différents prêts BPIFrance qui ne sont pas soumis à des ratios financiers, les différentes dettes (placements privés, prêt bancaire et ligne de crédit *revolving*) sont soumises au respect de ratios financiers. Le non-respect de ces ratios peut entraîner le remboursement anticipé de la dette. Au 31 juillet 2025, l'ensemble des ratios est respecté.

11-4 : Gestion des risques

Risque de marché

Le Groupe est principalement exposé au risque de change qui naît de son activité internationale et au risque de taux se rapportant à la dette du Groupe.

Risque de change

Le Groupe a mis en place une politique de centralisation du risque de change ce qui lui permet de suivre l'exposition globale du risque de change du Groupe et de maîtriser parfaitement les instruments de marché utilisés dans le cadre des couvertures mises en place.

Position à fin juillet 2025

Les tableaux suivants représentent les positions de Quadient au 31 juillet 2025 en matière de couverture de change de ses activités commerciales.

EXERCICE 2025 – COUVERTURE DES POSITIONS DU BILAN : SITUATION DES COUVERTURES COUVRANT DES ACTIFS OU PASSIFS FINANCIERS INSCRITS AU BILAN DE QUADIENT AU 31 JUILLET 2025 ET DONT LA RÉALISATION EST ATTENDUE AU PLUS TARD EN OCTOBRE 2025

Notionnels	AUD	CAD	CHF	CZK	DKK	GBP	JPY	NOK	PLN	SEK	SGD	USD
Actifs financiers	0,9	1,2	2,7	26,5	0,2	8,4	151,1	2,8	0,2	2,7	0,7	33,5
Passifs financiers	0,5	3,0	1,9	85,9	0,5	5,5	22,2	3,5	0,2	1,1	0,5	29,7
Position nette avant gestion	0,4	(1,8)	0,8	(59,4)	(0,3)	2,9	128,9	(0,7)	0,0	1,6	0,2	3,8
Couverture	(0,3)	1,8	-	59,4	-	(2,8)	(128,9)	-	-	(1,6)	(0,2)	(3,9)
POSITION NETTE APRÈS GESTION	0,1	-	0,8	-	(0,3)	0,1	-	(0,7)	-	-	-	(0,1)

BUDGET 2025 – COUVERTURE DES POSITIONS PRÉVISIONNELLES DU DEUXIÈME SEMESTRE 2025 : SITUATION DES COUVERTURES COUVRANT DES ACTIFS OU PASSIFS FINANCIERS PRÉVISIONNELS DE L'EXERCICE 2025 DONT LA RÉALISATION EST ATTENDUE AU PLUS TARD EN AVRIL 2026

Notionnels	AUD	CAD	CHF	CZK	DKK	GBP	JPY	NOK	PLN	SEK	SGD	USD
Actifs financiers révisionnels	4,1	15,1	4,8	155,3	4,3	23,8	456,2	1,8	0,0	7,2	8,0	132,1
Passifs financiers révisionnels	(0,2)	16,0	2,2	310,8	1,7	5,6	(151,6)	(5,4)	0,3	(11,8)	6,7	80,3
Position nette avant gestion	4,3	(0,9)	2,6	(155,5)	2,6	18,2	607,8	7,2	(0,3)	19,0	1,3	51,8
Couverture	(2,4)	1,8	0,5	90,6	(1,3)	(2,0)	(142,9)	(3,8)	(0,2)	(4,9)	(1,6)	(52,2)
POSITION NETTE APRÈS GESTION	1,9	0,9	3,1	(64,9)	(1,3)	16,2	464,9	3,4	(0,5)	14,1	(0,3)	(0,4)

Quadient met notamment en place des tunnels d'options symétriques. Pour chacun des tunnels, l'exercice réciproque des deux options le constituant, en fonction du cours spot et de la date d'échéance, est peu probable. Par conséquent, pour chaque tunnel, une seule des deux options est reprise dans le tableau ci-dessus. Le montant d'engagement de ces options symétriques est la suivante : 0,4 million de dollars australiens à la vente et de 19,5 millions de dollars américains à la vente.

Quadient met en place des tunnels d'options asymétriques. Dans le but de refléter l'engagement maximum du Groupe, la partie asymétrique de ce type d'opération est prise en compte dans le tableau ci-dessus. La

partie asymétrique par devise est la suivante : 0,4 million de dollars australiens à la vente et de 17,5 millions de dollars américains à la vente.

Instruments et valorisations

La couverture des risques de change par la trésorerie du groupe Quadient s'effectue grâce à l'utilisation d'instruments dérivés contractés de gré à gré avec des contreparties externes.

Les instruments en portefeuille ont une durée inférieure à douze mois au 31 juillet 2025. Ces instruments sont listés ci-dessous, en fonction de la période à laquelle ils se rapportent, par typologies et par devises.

■ EXERCICE 2025 : COUVERTURE DES POSITIONS DU BILAN

Notionnels – Couverture des flux de trésorerie	Achats à terme	Ventes à terme	Options achat de put	Options vente de put	Options achat de call	Options vente de call
AUD	-	0,3	-	-	-	-
CAD	1,8	-	-	-	-	-
CZK	59,4	-	-	-	-	-
GBP	-	2,8	-	-	-	-
JPY	-	128,9	-	-	-	-
SEK	-	1,6	-	-	-	-
SGD	-	0,2	-	-	-	-
USD	-	3,9	-	-	-	-

■ BUDGET 2025 : COUVERTURE DES POSITIONS PRÉVISIONNELLES DU DEUXIÈME SEMESTRE 2025

Notionnels – Total	Achats à terme	Ventes à terme	Options achat de put	Options vente de put	Options achat de call	Options vente de call
AUD	-	1,7	0,4	-	-	0,7
CAD	1,8	-	-	-	-	-
CHF	0,5	-	-	-	-	-
CZK	90,6	-	-	-	-	-
DKK	-	1,3	-	-	-	-
GBP	1,5	3,5	-	-	-	-
JPY	-	142,9	-	-	-	-
NOK	-	3,8	-	-	-	-
PLN	-	0,2	-	-	-	-
SEK	-	4,9	-	-	-	-
SGD	-	1,6	-	-	-	-
USD	-	15,2	29,5	-	-	37,0

Les instruments dérivés sont comptabilisés conformément aux règles et méthodes comptables présentées en note 12-4-1 du Document d'enregistrement universel 2024. Conformément à la norme IFRS 13, Quadient a mis en œuvre une méthodologie de valorisation des risques de crédit quant à la valorisation des instruments financiers.

Au vu des impacts non significatifs du risque de crédit, Quadient a pris la décision de ne pas les comptabiliser dans les comptes au 31 juillet 2025.

Quadient applique la norme IFRS 9 sur les instruments de couverture.

Notionnels	31 janvier 2025	Mouvements de la période par les capitaux propres – Fair value via OCI *	Mouvements de la période par les capitaux propres – Coût de la couverture alignée	Mouvements de la période par le résultat – Fair value via P&L	Mouvements de la période par le résultat – Coût de la couverture non-alignée	31 juillet 2025
Actifs financiers	0,1	-	0,2	(0,1)	0,1	0,3
• Couverture des flux de trésorerie	0,1	-	0,2	(0,1)	-	0,2
• Couverture non efficace	-	-	-	-	0,1	0,1
Passifs financiers	0,9	-	0,1	(0,7)	(0,2)	0,1
• Couverture des flux de trésorerie	0,7	-	0,1	(0,7)	-	0,1
• Couverture non efficace	0,2	-	-	-	(0,2)	-

* OCI (Other Comprehensive Income) : juste valeur par autres éléments du résultat global.

Risque de taux

Le Groupe a mis en place une politique de centralisation du risque de taux ce qui lui permet de suivre l'exposition globale du risque de taux du Groupe et de maîtriser parfaitement les instruments de marché utilisés dans le cadre des couvertures mises en place. Le Groupe assure la couverture du risque de taux en fonction de la dette actuelle mais également en fonction de l'évolution probable de sa dette (évolution des tirages sur sa ligne de crédit revolving).

Position à la fin du semestre

Le tableau suivant représente par échéance la position de Quadient au 31 juillet 2025 pour les principales devises :

Notionnels	EUR				USD			
	< 1 an	à 5 ans	> 5 ans	Total	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Dettes financières	72,3	351,1	94,0	517,4	6,4	243,9	71,4	321,8
Dont dettes à taux fixes	20,0	135,0	47,5	202,5	-	73,6	71,4	145,0
ÉCHÉANCIER DES COUVERTURES CORRESPONDANTES	-	50,0	25,0	75,0	25,0	125,0	-	150,0

Détails des instruments dérivés

Les instruments en portefeuille sont listés ci-dessous par typologies, par devises et par date de maturité.

Notionnels	Devises	< 1 an	Entre 1 an et 5 ans	Échéance > 5 ans
Cross currency swap	EUR/USD	-	19,0/21,2 11,0/11,6	-
Swap placeur	EUR	-	-	25,0
Swap emprunteur	EUR	-	-	25,0
	USD	25,0	25,0	-
Achat de cap	EUR	-	50,0	-
	USD	30,0	100,0	-
Vente de floor	USD	-	50,0	-
	EUR	30,0	80,0	-
Vente de cap	EUR	30,0	-	-

Valorisation des instruments

Les instruments dérivés sont comptabilisés conformément aux règles et méthodes comptables présentées en note 11-4-1 du Document d'enregistrement universel 2024. Ainsi, l'intégralité des instruments dérivés de taux est valorisée au bilan et en compte de résultat à leur valeur de marché selon la norme IFRS 9. Conformément à la norme IFRS 13, Quadient a mis en œuvre une méthodologie de valorisation des risques de crédit quant à la valorisation des instruments financiers. Au vu des impacts non significatifs du risque de crédit, Quadient a pris la décision de ne pas les comptabiliser dans les comptes au 31 juillet 2025.

La variation de la valeur de marché des instruments non éligibles à la comptabilité de couverture a été entièrement comptabilisée en résultat financier. La part inefficace des instruments éligibles à la comptabilité de couverture, ainsi que la valeur temps de ces instruments, ont été comptabilisées en résultat financier. La variation de la valeur intrinsèque de ces derniers a été comptabilisée en ajustement des capitaux propres.

Quadiant applique la norme IFRS 9 sur les instruments de couvertures.

	31 janvier 2025	Prime sur nouvelles opérations	Mouvements de l'exercice par les capitaux propres – Fair value via OCI *	Mouvements de la période par les capitaux propres – Coût de la couverture alignée	Mouvements de la période par le résultat – Fair value via P&L	Mouvements de la période par le résultat – Coût de la couverture non-alignée	31 juillet 2025
Actifs financiers (dérivés)	3,8	0,1	(1,4)	(0,4)	1,4	-	3,5
Instruments dérivés en <i>fair value hedge</i>	-	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés qualifiés de couverture des flux de trésorerie	3,8	0,1	(1,4)	(0,4)	1,4	-	3,5
Instruments dérivés non éligibles	-	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers (dérivés)	1,8	0,1	0,1	(0,1)	(1,6)	(0,1)	0,2
Instruments dérivés qualifiés de couverture des flux de trésorerie	1,8	0,1	0,1	(0,1)	(1,6)	(0,1)	0,2
Instruments dérivés non éligibles	-	-	-	-	-	-	-

* Juste valeur par autres éléments du résultat global.

Au 31 juillet 2025, la valorisation des instruments financiers aux normes IFRS 13 est proche de zéro.

Risque de liquidité

Compte tenu du niveau actuel de son endettement, le Groupe considère que sa capacité d'autofinancement (telle que définie dans l'état des flux de trésorerie consolidés) lui permettra de satisfaire le service de sa dette. Les dettes du Groupe à l'exception des titres négociables à court terme (NEU CP) et des différents prêts BPIFrance sont soumises au respect de ratios financiers qui, s'ils ne sont pas respectés, peuvent entraîner le remboursement anticipé de la dette. Au 31 juillet 2025, l'ensemble des ratios financiers est respecté.

La capacité à satisfaire le service futur de la dette dépendra néanmoins de la performance future du Groupe, qui est en partie liée à la conjoncture économique que le Groupe ne peut pas maîtriser. Aucune garantie ne peut donc être donnée quant à la capacité du Groupe à couvrir ses besoins financiers futurs.

Au 31 juillet 2025, le Groupe dispose de 300 millions d'euros de lignes de crédit non utilisées.

Risque de crédit

Exposition au risque de contrepartie clients (créances clients, créances de crédit-bail et comptes rattachés)

Le risque de crédit est limité en raison, d'une part de la diversité et du nombre très important de clients et d'autre part de la valeur unitaire faible des contrats. À ce titre, aucun des contrats ne représente plus de 3 % du chiffre d'affaires.

Les principales filiales du Groupe sont dotées d'équipes et d'outils informatiques permettant une relance personnalisée des clients en cas d'impayés. Par ailleurs, les activités de crédit-bail et de financement de l'affranchissement disposent de leur propre outil de notation de crédit des clients et utilisent de façon systématique lors de l'entrée en relation avec le client les services d'une société externe de notation de crédit.

Lors des revues mensuelles menées par la direction financière du Groupe, le poste clients de chaque filiale est analysé.

Exposition au risque de contrepartie bancaire

Le Groupe a défini une liste de banques autorisées comme contrepartie pour l'ensemble de ses filiales et a rendu obligatoires les dépôts de liquidité auprès des banques autorisées. De façon plus générale, l'ensemble des services bancaires ne peut être confié à des banques autres que celles définies dans cette liste. Les exceptions à cette politique sont gérées de façon centralisée par la trésorerie Groupe.

Concernant la compensation des instruments dérivés et en conformité avec la norme IFRS 7, Quadiant présente avant compensation une valeur d'instruments dérivés à l'actif d'un montant de 4,2 millions d'euros et au passif de 3,0 millions d'euros. Ces opérations sont traitées auprès de quatre partenaires bancaires. Au 31 juillet 2025, le montant net de ces instruments est un actif de 1,5 million d'euros.

Note 12 Situation fiscale**12-1 : Preuve d'impôt**

Le rapprochement entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt réelle est la suivante :

	31 juillet 2025	31 juillet 2024
Résultat avant impôts	37,1	23,7
Taux d'IS de la société mère	25,8 %	25,8 %
Impôt au taux de la société mère	9,6	6,1
Différences de taxation liée aux différents taux	(1,1)	(1,0)
Différences permanentes ^(a)	10,0	(4,4)
Variation de taux et autres éléments non récurrents ^(b)	(2,1)	(2,5)
Ajustements d'IS années précédentes	0,2	(0,7)
Autres	(0,3)	0,7
IMPÔT TOTAL	16,3	(1,7)
TAUX EFFECTIF D'IMPOSITION	43,9 %	(7,0) %

^(a) Les différences permanentes incluent notamment les déficits fiscaux non reconnus et des taxes additionnelles aux États-Unis.

^(b) Cette ligne inclut notamment la variation de la provision pour risque fiscal.

	31 juillet 2025	31 juillet 2024
Charge (produit) d'impôt courant	14,2	14,5
Charge (produit) d'impôt différé	2,1	(16,2)
IMPÔT TOTAL	16,3	(1,7)

La réforme de la fiscalité internationale élaborée par l'OCDE, dite « Pilier 2 », visant notamment à établir un taux d'imposition minimum de 15 %, entre en application en France à compter de l'exercice 2024. Le Groupe n'a pas comptabilisé d'impôt complémentaire significatif au premier semestre 2025. Pour l'exercice 2024, les conséquences financières de cette réforme s'élevaient à 3,8 millions d'euros et concernaient

principalement le Canada et l'Irlande. Conformément à la norme IAS 12.88A, le groupe Quadient applique une exception temporaire à la comptabilisation des actifs et passifs d'impôts différés liés aux impôts sur le résultat relatif aux règles Pilier 2 et à la communication d'informations à leur sujet.

12-2 : Impôts différés actifs et impôts différés passifs

Les impôts différés proviennent essentiellement des éléments suivants :

	31 janvier 2025	Mouvements de la période – capitaux propres	Mouvements de la période – résultat	Autres variations *	Écarts de change	31 juillet 2025
Reports déficitaires	4,5	-	0,7	(0,0)	(0,1)	5,1
Provisions pour départs en retraite	1,0	-	0,1	-	0,1	1,2
Charges à déductibilité différée						
• stocks et créances douteuses	2,9	-	0,1	0,3	(0,2)	3,1
• provisions liées aux employés	2,2	-	(0,3)	-	(0,1)	1,8
• amortissement des immobilisations	67,7	-	(0,0)	-	(6,1)	61,6
• autres provisions à déductibilité différée	3,4	-	(0,5)	-	(0,3)	2,6
Activités de crédit-bail	(117,4)	-	(0,1)	-	10,8	(106,7)
Brevets et autres actifs incorporels	34,7	-	(1,5)	-	(3,0)	30,2
Élimination de marges	4,1	-	(0,3)	0,2	(0,3)	3,7
Capitalisation des frais de recherche et développement	(3,5)	-	0,1	-	(0,5)	(3,9)
Amortissement des immobilisations reconnues dans les allocations de prix d'acquisition	(4,1)	-	0,6	-	0,2	(3,3)
Amortissement des écarts d'acquisition	(44,9)		(0,5)	-	3,7	(41,7)
Fonds de pension	(4,3)	(0,0)	0,1	-	0,1	(4,1)
IFRS 16	2,3	-	(0,8)	-	(0,2)	1,3
Autres différences temporaires	(10,8)	0,3	0,2	-	0,1	(10,2)
IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS (PASSIFS)	(62,2)	0,3	(2,1)	0,5	4,2	(59,3)

* La colonne « Autres variations » représente essentiellement des reclassements de poste à poste.

La reconnaissance des impôts différés actifs a été revue au 31 juillet 2025. Les déficits fiscaux reportables activés au bilan font l'objet d'une dépréciation dès lors qu'il a été jugé probable de ne pas pouvoir les utiliser dans un horizon de cinq ans. Cette provision, présentée nette sur

la ligne « Reports déficitaires », s'élève à (17,6) millions d'euros au 31 juillet 2025. Les déficits fiscaux reportables dépréciés représentent une base d'impôt d'environ 69,8 millions d'euros au 31 juillet 2025. Il existe des déficits fiscaux non activés dans le Groupe.

Note 13 Résultat par action

Sont présentées, ci-dessous, les informations sur les résultats ayant servi au calcul du résultat de base et du résultat dilué par action pour l'ensemble des activités :

	31 juillet 2025	31 juillet 2024	
		Activités poursuivies	Toutes activités
Résultat net – part du Groupe (A)	20,6	25,2	24,0
Nombre d'actions en circulation	34 466	34 133	34 133
Effet <i>prorata temporis</i> des paiements de dividendes en actions, levées de <i>stock-options</i> , rachat d'actions en voie d'annulation et contrat de liquidité	9	(182)	(182)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers) * (B)	34 475	33 951	33 951
Nombre moyen pondéré d'actions gratuites en circulation, <i>prorata temporis</i>	512	384	384
Nombre d'actions dilué (en milliers) * (C)	34 987	34 335	34 335
RÉSULTAT NET PAR ACTION (en euros) (A)/(B)	0,60	0,74	0,71
RÉSULTAT NET DILUÉ PAR ACTION (en euros) (A)/(C)	0,59	0,73	0,70

* Nombre moyen pondéré sur la période.

Il n'y a pas d'instrument anti-dilutif.

Note 14 Événements postérieurs à la clôture

Depuis la clôture du 31 juillet 2025 jusqu'à la date d'arrêté des comptes consolidés semestriels par le Conseil d'administration le 23 septembre 2025, il n'y a pas eu de changement significatif dans la situation commerciale ou financière du Groupe.

2.3 Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} février 2025 au 31 juillet 2025

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Quadient SA, relatifs à la période du 1^{er} février 2025 au 31 juillet 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Les Commissaires aux comptes

Forvis Mazars SA

Levallois-Perret, le 26/09/2025

Francisco Sanchez, Associé

KPMG SA

Paris – La Défense, le 26/09/2025

Jérôme Lo Iacono, Associé



3

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes du semestre clos le 31 juillet 2025 sont établis conformément au corps de normes comptables applicables et donnent une image fidèle et honnête du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société, ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Monsieur Geoffrey Godet

Directeur Général



Ce document est imprimé en France par un imprimeur certifié Imprim'Vert
sur papier certifié PEFC issu de ressources contrôlées et gérées durablement.

quadient



42-46, avenue Aristide Briand
92220 BAGNEUX - FRANCE

<https://invest.quadient.com>